

Tous unis pour les réfugiés

Guide pour un soutien inclusif aux réfugiés en Europe



Stepping
Beyond Tents



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

INFORMATIONS SUR LA PRODUCTION

SORTIE: Lot de travail 3 : Tous unis pour les réfugiés - Élaboration de lignes directrices

INFORMATIONS SUR LE PROJET

ACRONYME DU PROJET : SBT

TITRE DU PROJET : Stepping Beyond Tents

NUMÉRO DU PROJET : 2023-3-FR02-KA210-YOU-000183978

SOUS-PROGRAMME OU KA : KA210 Small-scale partnerships

Développé par :



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.



INDEX

<u>Introduction – Un guide européen commun pour l'intégration des jeunes réfugiés</u>	02
<u>Un environnement influencé par la Syrie et l'Ukraine</u>	04
<u>Cadres de référence de l'Union européenne</u>	05
<u>Obstacles à l'intégration des jeunes réfugiés et réponses des politiques publiques</u>	07
<u>Inclusion des réfugiés dans les programmes jeunesse de l'UE : Rôles des travailleurs de jeunesse, des ONG et des éducateurs</u>	18
<u>Méthodes et outils pour l'inclusion</u>	22
<u>Meilleures pratiques et principes</u>	23
<u>Exemples d'initiatives réussies</u>	25
<u>Modèles d'intégration efficaces pour les jeunes réfugiés en Europe</u>	29
<u>Intégration des jeunes réfugiés : guide pour une politique inclusive et sûre</u>	37
<u>Outils et méthodologies pour l'évaluation des programmes d'intégration des réfugiés</u>	42
<u>Propositions politiques – Plan d'action élaboré lors du séminaire « Un monde sans frontières »</u>	43
<u>Conclusion</u>	48



►►► À PROPOS GUIDE

Ce guide est le principal résultat du projet Stepping Beyond Tents, une collaboration Erasmus+ d'une durée de 16 mois menée par le CIFIR (France), avec des partenaires en Espagne et en Turquie.

Il propose des stratégies pratiques axées sur les jeunes afin d'intégrer les jeunes réfugiés dans l'éducation, l'emploi et la société. Basé sur des expériences réelles, des recherches et des dialogues avec des experts, le guide propose :

Les principaux défis et solutions

Les bonnes pratiques à travers l'Europe

Des outils pour un travail inclusif avec les jeunes

Des recommandations politiques

Conçu pour les municipalités, les écoles, les ONG et les travailleurs sociaux auprès des jeunes, ce guide est un outil flexible destiné à soutenir l'action locale et à inspirer les futures politiques de l'UE.

Il constitue un pas vers la construction de communautés inclusives, au-delà des tentes, vers un avenir commun.

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.



Cofinancé par
l'Union européenne



Introduction - Un guide européen commun pour l'intégration des jeunes réfugiés

Les conflits et les migrations forcées ont amené un nombre croissant d'adolescents et de jeunes adultes dans les salles de classe, les centres de jeunesse et les marchés du travail européens. Leur énergie, leurs talents et leurs aspirations peuvent enrichir les sociétés d'accueil, mais seulement si nous supprimons les obstacles structurels et sociaux qui les maintiennent en dehors du système. Stepping Beyond Tents est un partenariat de 16 mois cofinancé par la Commission européenne dans le cadre du programme Erasmus+, dirigé par le CIFIR (France) en collaboration avec Backslash (Espagne) et Geleneksel Yeşil Çevre Demeği - Old Green School (Turquie). Il a été lancé pour relever ce défi. Ce guide traduira les résultats de la recherche et l'expérience de terrain en politiques européennes sûres et inclusives pour l'intégration des jeunes réfugiés.

Une génération en mouvement. Depuis 2011, plus de 5,8 millions de Syriens ont cherché refuge hors de leur pays, dont la moitié ont moins de 25 ans (HCR, Syria Refugee Response Fact Sheet, 2024). Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, l'Europe a absorbé une nouvelle vague de réfugiés : jusqu'en juin 2024, plus de 4 millions d'Ukrainiens déplacés, là encore principalement des femmes, des adolescents et des jeunes adultes, s'étaient enregistrés pour bénéficier d'une protection temporaire dans les États membres de l'UE (Agence de l'Union européenne pour l'asile, Ukraine Situation Update, avril 2024). Ces deux crises ont à elles seules amené des centaines de milliers de jeunes dans les salles de classe, les centres de formation et les quartiers européens. Ils arrivent avec leur résilience et leurs compétences, mais sont confrontés à des langues inconnues, à une scolarité interrompue, à l'incertitude juridique et aux séquelles émotionnelles de la guerre.

Pourquoi l'intégration centrée sur les jeunes est-elle importante ? Si les jeunes réfugiés passent leurs années de formation en dehors de la société, l'Europe et l'Union européenne risquent de voir apparaître une « génération perdue », exclue de l'éducation, d'un travail décent et de la vie civique, et encline à croire aux fausses informations et à la désinformation. À l'inverse, lorsque les gouvernements investissent tôt dans l'apprentissage de la langue, les qualifications et les relations sociales, les jeunes réfugiés peuvent devenir des étudiants, des professionnels et des leaders communautaires qui renforcent la société de l'Union européenne. Consciente de cette double réalité, l'Union européenne, dans son plan d'action 2021-2027 pour l'intégration et l'inclusion, invite les États membres à intégrer des mesures d'éducation, d'emploi et de participation inclusives dans les systèmes traditionnels, en accordant une attention particulière aux enfants et aux jeunes (Commission européenne, Plan d'action pour l'intégration et l'inclusion 2021-2027). Dans le même temps, le programme Erasmus+ a désigné « le soutien à la réponse du secteur de la jeunesse à la guerre en Ukraine » et « l'inclusion et la diversité » comme priorités absolues, en encourageant les projets à relier les politiques, la recherche et la pratique.





Stepping Beyond Tents est un partenariat Erasmus+ à petite échelle pour la jeunesse (KA210-YOU) qui transforme ces ambitions de l'UE en un résultat concret et facile à mettre en œuvre par les professionnels. Dirigé par le CIFIR (France) en collaboration avec Backslash (Espagne) et Old Green School (Turquie), ce projet d'une durée de 16 mois avait un objectif principal : co-créer un guide pour des politiques européennes « sûres et inclusives » permettant l'intégration effective des jeunes réfugiés.

Écouter d'abord : la méthodologie du projet

Stepping Beyond Tents ne commence pas par prescrire des solutions, mais par une écoute et une cartographie systématiques :

1. Des enquêtes en ligne et des groupes de discussion avec des professionnels de première ligne (enseignants, travailleurs de jeunesse, services sociaux) et des jeunes réfugiés en France, en Espagne et en Turquie permettent d'évaluer les défis rencontrés et les innovations locales.

2. Des recherches documentaires permettent de recueillir les lois nationales, les directives européennes, les stratégies municipales et les initiatives locales afin de dresser un tableau de base de qui fait quoi et où.

3. Une évaluation transnationale par les pairs : une série virtuelle au cours de laquelle les équipes partenaires échangent leurs conclusions, affinent leurs outils de recherche et identifient des leviers politiques communs.

4. Rédaction du guide : validé lors d'un séminaire de six jours avec des jeunes et des praticiens des trois pays.

Cette brochure inaugure ce parcours. Elle présente l'urgence, la portée et les principes fondamentaux des lignes directrices avant que les sections suivantes présentent des modèles et des études de cas spécifiques.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

UN ENVIRONNEMENT INFLUENCÉ PAR LA SYRIE ET L'UKRAINE

Stepping Beyond Tents vise donc à synthétiser ce que des acteurs disparates ont déjà appris dans un guide politique cohérent et adapté aux jeunes, qui peut être repris par les municipalités, les ONG, les ministères ou les réseaux scolaires et adapté avec un minimum de ressources.

Le déplacement des réfugiés syriens a confronté les systèmes européens à des tâches à long terme telles que l'immersion linguistique et la continuité scolaire pour des enfants qui ne retourneront peut-être jamais « chez eux ». La réponse de la Turquie, qui a intégré les élèves syriens dans les écoles ordinaires, formé 30 000 enseignants à la pédagogie inclusive et mis en place des conseillers par le biais du PIKTES, offre des enseignements sur l'échelle, la localisation et la coopération entre l'UE et ses partenaires.



La crise ukrainienne, en revanche, a mobilisé du jour au lendemain la directive sur la protection temporaire : les États membres de l'UE ont délivré des permis de séjour, un accès immédiat à l'école et des droits sur le marché du travail. La rapidité de la mise en œuvre de cette politique montre ce qu'il est possible de faire lorsque la volonté politique s'aligne sur les mécanismes de l'UE, mais le maintien de cette dynamique pour les groupes présents depuis plus longtemps (Afghans, Érythréens, Syriens) reste un test de cohérence. Dans le domaine Erasmus+, la priorité « soutenir la réponse du secteur de la jeunesse à la guerre en Ukraine » a catalysé de nouveaux échanges de jeunes, des placements dans des corps de solidarité et des projets linguistiques et psychosociaux d'urgence.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.



L'intégration n'est pas un projet secondaire ; il s'agit d'un investissement collectif dans l'avenir social, culturel et économique de l'Europe. Que vous soyez un décideur politique élaborant un plan municipal pour la jeunesse, un enseignant accueillant de nouveaux élèves venus de Kiev ou d'Alep, ou une association dirigée par des réfugiés à la recherche de financements européens, nous vous invitons à explorer les pages qui suivent, à tester les approches dans votre propre contexte et à nous faire part de votre expérience. Ce n'est que grâce à un apprentissage partagé et à une véritable co-création que l'Europe pourra, avec ses jeunes réfugiés, dépasser le stade des tentes et construire un foyer commun fondé sur la dignité, les opportunités et la participation pour tous.

CADRES DE RÉFÉRENCE DE L'UNION EUROPÉENNE



LL'UE a adopté plusieurs cadres stratégiques visant à favoriser l'inclusion sociale de tous les jeunes, y compris implicitement les jeunes réfugiés. La stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse 2019-2027 (résolution du Conseil de 2018) est un cadre de coopération visant à améliorer la situation des jeunes. Elle met l'accent sur la participation des jeunes à la vie démocratique, l'engagement social et civique, et « la garantie que tous les jeunes disposent des ressources nécessaires pour participer à la société » (youth.europa.eu).

Le plan d'action de l'UE pour l'intégration et l'inclusion 2021-2027 (qui fait partie du nouveau pacte de l'UE sur les migrations) définit des mesures concrètes pour soutenir l'intégration des migrants dans tous les États membres. Il couvre les obstacles dans des secteurs clés – logement, éducation, emploi, santé – et vise à améliorer l'inclusion des migrants « et des citoyens de l'UE issus de l'immigration » (home-affairs.ec.europa.eu).

EDans le domaine de l'éducation, il préconise « une éducation et une formation inclusives, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, en mettant l'accent sur une reconnaissance plus rapide des qualifications et l'apprentissage des langues » (home-affairs.ec.europa.eu). Dans le domaine de l'emploi, il encourage la reconnaissance des compétences et l'esprit d'entreprise, en particulier chez les femmes migrantes. Dans le domaine de la santé, il met l'accent sur l'égalité d'accès ; dans le domaine du logement, il invite les fonds européens (FSE+, FEDER, AMIF) à financer l'hébergement et à lutter contre la ségrégation.



Points clés au niveau de l'UE :

La stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse (2019-2027) encourage l'engagement et l'autonomisation de tous les jeunes (y compris les migrants) et définit les « sociétés inclusives » comme un objectif pour la jeunesse youth-goals.eu.

Le plan d'action pour l'intégration 2021-2027 aborde l'inclusion des migrants dans les domaines de l'éducation, du travail, de la santé et du logement ; il prescrit des mesures concrètes telles que des cours de langue/d'éducation civique et la formation des travailleurshome-affairs.ec.europa.eu/eur-lex.europa.eu.

Les programmes Erasmus+ pour la jeunesse financent la mobilité et les projets destinés aux jeunes défavorisés ; ils mettent l'accent sur la participation des jeunes « de tous horizons » erasmus-plus.ec.europa.eu.

Ensemble, ces cadres européens fournissent une structure globale (stratégie, financement, réseaux) que les pays de l'UE adaptent dans leurs politiques nationales.

Pour conclure, le plan d'action envisage un système de soutien holistique, allant des cours de langue et d'orientation civique pour les nouveaux arrivants aux programmes de transition et d'orientation professionnelle pour les jeunes migrants. Sa mise en œuvre dépend du financement de l'UE (Erasmus+, FSE+, AMIF, etc.) et de partenariats multipartites.

Politiques et initiatives nationales par pays

FRANCE
TURQUIE
ESPAGNE



Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.



Cofinancé par
l'Union européenne



OBSTACLES À L'INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS

ET RÉPONSES DES POLITIQUES PUBLIQUES

1. Défis psychosociaux

Les jeunes réfugiés qui arrivent en Europe sont souvent marqués par de graves traumatismes émotionnels liés aux conflits, à la violence et aux voyages dangereux. Des études révèlent des taux très élevés de troubles liés à des traumatismes : une analyse indique que le syndrome de stress post-traumatique, la dépression et l'anxiété sont « les problèmes les plus fréquents » chez les jeunes réfugiés non accompagnés (PubMed, Mental health of unaccompanied refugee minors in Europe: A systematic review, 2022). Ces problèmes de santé mentale sont aggravés par des facteurs de stress sociaux barrières linguistiques, pauvreté ou hostilité – qui entravent le sentiment d'appartenance.

Des facteurs tels que les traumatismes non traités, la perte de la famille, la peur d'un avenir incertain, créent un lourd fardeau psychologique qui sape la confiance en soi et l'apprentissage. Sans réseaux de soutien solides, les jeunes réfugiés risquent de se replier sur eux-mêmes, de sombrer dans la dépression ou de recourir à la toxicomanie pour faire face à leurs peurs.



Il est donc essentiel d'intervenir rapidement. Les écoles et les centres de jeunesse peuvent servir de « refuges » qui favorisent un sentiment de stabilité et d'appartenance. La Commission européenne note qu'avec un « soutien approprié », la plupart des jeunes réfugiés peuvent se rétablir, soulignant le rôle des approches psychosociales centrées sur les jeunes et impliquant l'ensemble de l'école (supporteurochild.org). Des programmes tels que le mentorat par les pairs, les conseillers scolaires et les clubs de jeunesse interculturels peuvent atténuer l'isolement. Par exemple, les recherches d'Eurochild mettent en évidence des pratiques positives telles que les ateliers psychosociaux en milieu scolaire et les événements culturels communautaires qui aident les jeunes demandeurs d'asile à se sentir inclus (eurochild.org).





OBSTACLES À L'INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS

ET RÉPONSES DES POLITIQUES PUBLIQUES

2. Défis juridiques et en matière de protection

L'incertitude quant au statut juridique et la complexité des procédures d'asile constituent des obstacles majeurs. Les retards dans le traitement des demandes d'asile ou les programmes d'accueil temporaire font que les jeunes réfugiés peuvent attendre des mois sans statut clair ; cette situation d'incertitude les empêche d'accéder à l'éducation, aux permis de travail et aux prestations sociales, et les empêche de nouer des liens sociaux. L'incertitude peut être source de stress chronique. Les obstacles bureaucratiques – demandes fréquentes de documents, changements de règles et manque d'informations – ajoutent à la confusion des jeunes. Ceux qui demandent l'asile doivent souvent naviguer dans un processus opaque sans bénéficier d'une aide adéquate.

Dans toute l'Union européenne, la loi exige que les mineurs soient hébergés dans des « logements adaptés aux enfants » et ne soient « en règle générale » pas placés en détention (feantsa.org). Mais des lacunes dans la mise en œuvre sont constatées dans toute l'Europe. Souvent, les pays manquent de tuteurs ou de juges spécialisés dans les mineurs, ce qui entraîne de longs délais avant que les décisions relatives aux besoins de protection ne soient prises. Les autorités espagnoles ont signalé des retards chroniques dans les procédures d'évaluation de l'âge des enfants arrivant aux îles Canaries (asylumineurope.org).



En Turquie, qui accueille plus de 3 millions de réfugiés (principalement syriens), la situation juridique est différente mais tout aussi difficile. Les réfugiés syriens bénéficient d'une « protection temporaire » plutôt que du statut de réfugié, ce qui leur accorde un droit de séjour et l'accès à certains services, mais ne leur offre pas de perspective claire d'installation à long terme ou d'obtention de la citoyenneté. Légalement, tous les enfants (turcs ou réfugiés) doivent être scolarisés en vertu de la loi turque, mais l'application pratique de cette loi est inégale. Les familles de réfugiés ne disposent souvent pas des documents d'enregistrement de résidence (« ikamet »), ce qui peut empêcher les enfants de s'inscrire à l'école.





OBSTACLES À L'INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS ET RÉPONSES DES POLITIQUES PUBLIQUES

3. Défis éducatifs

Les barrières linguistiques et les interruptions scolaires constituent un obstacle majeur pour les jeunes réfugiés. Entrer dans un système scolaire étranger sans connaître ou presque la langue du pays d'accueil expose les enfants réfugiés au risque de prendre du retard. Beaucoup arrivent avec des lacunes scolaires dues aux années passées en exil ou dans des zones de conflit. En France, par exemple, les écoles proposent des « classes d'intégration pour allophones », mais les places sont limitées. Des exigences administratives strictes bloquent également l'accès : en France, les parents ont souvent besoin d'un contrat de location ou d'une « quittance de loyer » pour inscrire leur enfant à l'école, ce qui exclut les familles sans papiers (asylum-europe.org).

De même, en Espagne, tous les mineurs peuvent légalement fréquenter l'école, mais la mise en œuvre varie selon les régions. Certaines communautés autonomes (par exemple la Catalogne) proposent des programmes de tutorat supplémentaires, tandis que d'autres s'appuient sur des cours dispensés par des ONG. Des cours de soutien linguistique existent, mais ils sont souvent surchargés, et les élèves peuvent être placés directement dans des classes ordinaires où ils ont du mal à suivre.

En Turquie, le retard scolaire était énorme, mais il s'améliorait. Au plus fort de l'afflux, on estimait que seulement 60 % environ des enfants syriens en âge scolaire étaient scolarisés dans le système formel (education-asylum-europe.org). Le gouvernement a pris des mesures : tous les enfants syriens enregistrés peuvent fréquenter gratuitement les écoles publiques turques, et depuis 2014, des « classes d'adaptation » spéciales ont été mises en place pour enseigner la langue turque aux élèves réfugiés avant leur intégration dans les classes ordinaires. Cependant, la capacité initiale était faible. Au fil du temps, le ministère de l'Éducation, avec le soutien massif de l'UE et de l'UNICEF, a considérablement élargi l'accès à l'éducation.



Les problèmes communs à tous les pays incluent la non-reconnaissance des acquis antérieurs : les diplômes et les compétences des réfugiés sont souvent ignorés. Cela limite l'accès à l'enseignement supérieur ou aux programmes professionnels. Dans l'UE, certains États membres (comme la France et l'Espagne) ont mis en place des processus de « validation des acquis » ou des quotas spéciaux pour permettre aux réfugiés diplômés du niveau secondaire d'accéder à l'université. Pour les enfants plus jeunes, de nombreux éducateurs soulignent le manque de formation interculturelle des enseignants : trop souvent, ceux-ci ne sont pas préparés à gérer les traumatismes ou les besoins bilingues, laissant les élèves réfugiés avec peu de soutien en classe (support-eurochild.org).



OBSTACLES À L'INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS ET RÉPONSES DES POLITIQUES PUBLIQUES

4. Mineurs non accompagnés : vulnérabilités particulières

Les enfants qui arrivent seuls sont confrontés aux obstacles les plus difficiles. Sans parent ni tuteur, les mineurs non accompagnés ne disposent d'aucun réseau de soutien. Ils subissent les mêmes traumatismes liés à la guerre, auxquels s'ajoute la séparation traumatisante d'avec leur famille. La législation européenne (directive sur les conditions d'accueil) impose aux États de protéger « l'intérêt supérieur » de ces enfants, en leur désignant un tuteur, en les plaçant dans des logements adaptés aux enfants et en traitant en priorité leurs demandes d'asile. Pourtant, dans la pratique, cela n'est souvent pas le cas.

L'Agence de la sécurité de l'enfance (ASE) en France est surchargée : des milliers de nouveaux MNA arrivent chaque année et certains doivent faire face à de longues périodes d'attente avant d'être placés. Sur le plan psychologique, les MNA doivent faire face à un isolement inimaginable. Ils ont souvent le sentiment de « n'avoir nulle part où aller » : non seulement ils ont perdu leur pays, mais ils se voient également refuser une famille dans leur nouveau pays d'accueil. Une étude sur les adolescents réfugiés du Moyen-Orient montre que la discrimination perçue (ou le simple fait de se sentir étranger) est fortement corrélée à la dépression et à une mauvaise adaptation sociale (researchgate.net). Beaucoup développent des problèmes de comportement ou une anxiété chronique.



Les défenseurs des droits humains avertissent que sans tutelle appropriée, les MNA peuvent être la proie de trafiquants ou contraints au travail forcé.

Il existe des programmes de tutelle (par exemple, en France et en Espagne, des travailleurs sociaux sont désignés comme tuteurs légaux), mais le personnel qualifié est souvent insuffisant. En Espagne, le médiateur a souligné à plusieurs reprises les retards importants dans l'attribution des dossiers et la réalisation des évaluations de l'âge (asylumineurope.org). Pendant ces retards, les mineurs peuvent vivre dans des conditions précaires ou dans la rue, ce qui nuit à leur santé mentale et à leurs perspectives d'éducation.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

ÉTUDES DE CAS

LA FRANCE

La France a une longue tradition étatique d'« intégration à la française » pour les nouveaux arrivants, qui a été actualisée ces dernières années. La loi de 2016 sur l'immigration (intégrée au code CESEDA) a réformé l'accueil et créé le Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) (home-affairs.ec.europa.eu). Le CIR est obligatoire pour tout étranger ayant le droit de s'établir. Dans ce cadre, un nouvel arrivant bénéficie d'un programme d'un an qui commence par un entretien personnel (évaluation des compétences, des besoins) et comprend ensuite : une formation obligatoire en langue française et une éducation civique, ainsi qu'une orientation professionnelle. En pratique, cela signifie que chaque réfugié ou migrant signe un « contrat » avec l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), qui les oriente vers les services locaux pour un maximum de 200 heures de cours de langue et 12 heures d'instruction civique (home-affairs.ec.europa.eu). De manière cruciale, l'orientation professionnelle a été ajoutée : les réfugiés nouvellement arrivés sont envoyés de l'OFII au service public de l'emploi (Pôle Emploi) pour un accompagnement professionnel personnalisé ([home-affairs.ec.europa.eu](http://home-affairs.ec.europa.eu/home-affairs.ec.europa.eu)). Cela s'aligne sur l'accent mis par l'UE sur les compétences et l'emploi.



Au-delà du CIR, la France a lancé des initiatives d'intégration spécifiques pour les réfugiés. Un Plan National d'Accueil et d'Intégration des Demandeurs d'Asile et des Réfugiés 2021-2023 a été préparé en consultation avec les parties prenantes, visant à « améliorer les conditions d'accueil et d'intégration des réfugiés en s'adaptant aux territoires et en mobilisant toutes les ressources » (home-affairs.ec.europa.eu). En 2021, la France a également lancé le programme AGIR (Accompagnement Global et Individualisé des Réfugiés). AGIR est accessible à tout réfugié nouvellement statué (asile accordé dans les 2 ans) et fournit un soutien intensif pour le logement et la recherche d'emploi. Il a « réaffirmé que la langue est considérée comme une priorité d'intégration, au même titre que l'emploi » (home-affairs.ec.europa.eu). Par exemple, AGIR propose des cours de langue supplémentaires et engage les autorités locales et les ONG pour mettre en relation les réfugiés avec des apprentissages ou des locations. Pris ensemble, les dispositifs nationaux de la France reflètent les priorités du Plan d'Action de l'UE : ils garantissent l'accès à l'apprentissage des langues et à la scolarisation, à l'orientation civique, à la reconnaissance des compétences et au soutien à l'emploi pour les nouveaux arrivants.

Mesures spécifiques aux jeunes : La France a également mis en place des instruments d'inclusion des jeunes qui s'appliquent aux jeunes réfugiés. La Garantie pour la jeunesse de l'UE et les dispositifs connexes opèrent ici (la France s'est engagée dans la Garantie en 2014). En 2021, la France a lancé le Contrat d'Engagement Jeune (CEJ), un contrat d'accompagnement personnalisé pour les jeunes sans emploi ou déscolarisés (16-25 ans). Il est important de noter que le CEJ est ouvert aux jeunes ayant le statut de réfugié ou une protection. Les sites d'orientation français indiquent que les jeunes réfugiés ou sous protection subsidiaire (16-25 ans) peuvent signer un CEJ pour bénéficier de 6 à 18 mois d'accompagnement intensif (recherche d'emploi, formation, cours de français) (refugies.inforefugies.info).



ÉTUDES DE CAS

LA FRANCE

Dans le cadre du CEJ, les jeunes réfugiés travaillent avec les missions locales, participent à des ateliers (langue, rédaction de CV, stages) et peuvent même recevoir une petite allocation. Cela reflète l'accent renforcé de l'UE sur l'emploi des jeunes pour les groupes vulnérables (eur-lex.europa.eu). De plus, les réfugiés vulnérables de moins de 25 ans bénéficient de l'aide sociale nationale et de la prise en charge étendue des services sociaux : une loi de 2022 a prolongé le soutien à la protection de l'enfance jusqu'à l'âge de 21 ans, garantissant une assistance éducative et sociale continue aux mineurs non accompagnés atteignant l'âge adulte (national-policies.eacea.ec.europa.eu).

Au niveau national, la France promeut également l'engagement civique des jeunes. Par exemple, le Service Civique (un service volontaire national) propose des parcours spéciaux pour les réfugiés et les jeunes des communautés d'accueil afin de travailler ensemble. Le gouvernement finance des associations de jeunesse agréées (via le Ministère de la Jeunesse et des Sports) pour mener des projets « accessibles à tous... renforçant les liens sociaux » (national-policies.eacea.ec.europa.eu) ; cela a inclus des ateliers interculturels pour jeunes et des programmes sportifs/artistiques dans les quartiers sensibles. Les financements publics français (FDVA, Compte d'Engagement Citoyen) soutiennent la formation des jeunes bénévoles (national-policies.eacea.ec.europa.eu), bénéficiant indirectement aux réfugiés engagés par le biais des ONG.

Initiatives locales/ONG en France : Sur le terrain, de nombreux programmes locaux et à but non lucratif favorisent l'inclusion des jeunes réfugiés. Par exemple, le projet « Youth.Togther » du Conseil de l'Europe – hébergé au Centre Européen de la Jeunesse – soutient l'inclusion sociale des jeunes réfugiés par le biais du travail de jeunesse. Il vise explicitement à « réduire les risques d'exclusion sociale et de violence auxquels sont exposés les jeunes réfugiés, en particulier les mineurs en transition vers l'âge adulte », en leur donnant accès à l'éducation, au développement personnel et à l'autonomie via l'apprentissage non formel (coe.int). De même, des ONG françaises comme Emmaüs, la Croix-Rouge et le Secours Catholique gèrent des clubs de jeunes multiethniques, des cafés linguistiques et des programmes de mentorat dans les villes. Les grandes villes ont mis en place des contrats d'intégration locaux : par exemple, Paris et certaines zones urbaines signent des « Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CIR-Terr) » qui coordonnent les efforts de l'État, de la ville et des associations (cours de langue, orientation culturelle, soutien scolaire) pour les réfugiés de cette localité (home-affairs.ec.europa.eu).



ÉTUDES DE CAS

L'ESPAGNE

Cadre national d'intégration : L'Espagne a récemment mis à jour sa stratégie nationale pour l'inclusion des migrants. En 2023, le gouvernement a approuvé un nouveau Cadre stratégique pour la citoyenneté et l'inclusion, contre le racisme et la xénophobie (2023-2027) (home-affairs.ec.europa.eu). Il s'agit de la première stratégie d'intégration globale depuis 2015 (le précédent plan PECI). Le nouveau cadre a deux objectifs principaux : faire progresser l'intégration/l'inclusion des migrants et lutter contre la xénophobie. Il a été élaboré par le biais d'une large consultation (gouvernements central/régional/local, partenaires sociaux, ONG et associations de migrants) (home-affairs.ec.europa.eu). Il décrit des actions transversales sur six axes (tels que l'éducation, l'emploi, l'anti-discrimination) avec des indicateurs pour suivre les progrès. En termes pratiques, ce cadre encourage les ministères espagnols à intégrer l'inclusion dans toutes les politiques (éducation, santé, logement) et donne aux autorités locales et aux ONG les moyens d'innover.



Plusieurs programmes spécifiques illustrent l'approche de l'Espagne. Par exemple, le ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations a lancé un programme de familles d'accueil pour soutenir les réfugiés ukrainiens (comme l'Espagne l'avait fait pour la Syrie auparavant). Dans ce cadre, des familles espagnoles bénévoles peuvent accueillir des enfants ou des mères réfugiées, facilitant ainsi l'accès à l'éducation et aux services sociaux (home-affairs.ec.europa.eu). L'Espagne a également promulgué des protocoles contre la violence basée sur le genre dans les centres d'accueil (avec le HCR) et finance des initiatives interconfessionnelles « Municipalités pour la tolérance » pour aider les villes à gérer la diversité de manière inclusive (home-affairs.ec.europa.eu). Les mesures anti-racisme comprennent un groupe de travail national sur les discours de haine et un service de soutien aux victimes. Bien que non spécifiques aux jeunes, elles créent un climat plus accueillant pour les jeunes réfugiés dans les écoles et les communautés.

L'Espagne met l'accent sur l'intégration des enfants réfugiés dans les écoles, conformément aux recommandations de l'UNICEF. Tous les enfants étrangers (quel que soit leur statut) ont droit à l'éducation gratuite en Espagne, et le gouvernement finance des écoles interculturelles (Comedores sociales, Aula de Enlace) pour aider les nouveaux arrivants à s'adapter. Les données du ministère de l'Éducation montrent un taux d'inscription élevé des mineurs réfugiés, et les ONG organisent des cours de langue/culture. De plus, le programme espagnol de la Garantie pour la jeunesse (Garantía Juvenil) offre des opportunités d'éducation et d'emploi à tous les jeunes de moins de 30 ans sans emploi ; les réfugiés remplissant les critères de résidence peuvent en bénéficier. L'Institut national de la jeunesse espagnol (INJUVE) supervise la politique de la jeunesse : il gère le budget Erasmus+ jeunesse (par l'intermédiaire de son Agence nationale) (home-affairs.ec.europa.eu) et soutient les centres de jeunesse. L'INJUVE finance également des projets de jeunesse d'ONG. Au niveau local, de nombreuses villes espagnoles (par exemple Madrid, Barcelone, Valence) ont des plans municipaux pour la jeunesse qui incluent les jeunes migrants, offrant des conseils et une formation professionnelle.





ÉTUDES DE CAS

L'ESPAGNE

L'Agence espagnole Erasmus+ (Servicio Español para la Internacionalización de la Educación, SEPIE) mène des actions d'éducation/formation, tandis que l'ANE – INJUVE gère le volet jeunesse (home-affairs.ec.europa.eu). Les organisations de jeunesse espagnoles incluent fréquemment des thèmes liés aux réfugiés dans les échanges et le volontariat. Par exemple, un centre de jeunesse espagnol en Navarre a dirigé un projet d'inclusion sportive financé par l'UE appelé « Playing for Refuge ». Ce projet pilote de deux ans (Partenariat de coopération jeunesse Erasmus+) a utilisé le baseball et le softball pour rassembler les réfugiés et les habitants. Il visait à soutenir « plus de 300 réfugiés ou demandeurs d'asile... à vivre une vie plus active et à s'intégrer dans les communautés locales, tout en partageant les connaissances de leurs pays d'origine » (migrant-integration.ec.europa.eu). Le baseball a été choisi car de nombreux réfugiés de Navarre venaient de pays où l'on pratique le baseball. Le projet comprenait la formation de réfugiés en tant qu'arbitres de club, des ateliers interculturels et un festival de baseball en équipe mixte. De tels projets locaux font écho aux objectifs de l'UE en favorisant la coexistence sociale par la participation des jeunes.

De nombreuses ONG (par exemple ACCEM, CEAR, Cruz Roja Española, Cáritas) gèrent des programmes d'intégration des jeunes : tutorat pour les étudiants réfugiés, programmes de mentorat et cafés linguistiques. Au niveau municipal, le programme « Ciudad Diversa » de Madrid ou les centres de jeunesse interculturels de Barcelone créent des espaces sûrs pour les jeunes d'origines diverses. Les communautés autonomes financent également des initiatives interculturelles pour les jeunes (par exemple, les centres d'information jeunesse de Galice proposent désormais des cours d'espagnol pour les adolescents réfugiés). Le sport est un outil populaire : outre « Playing for Refuge » en Navarre, il existe des clubs d'inclusion de football et de basket-ball locaux à Valence et en Andalousie qui mélangeant les enfants réfugiés avec les habitants.

Le Cadre stratégique pour la citoyenneté et l'inclusion (2023-27) est le nouveau document de politique nationale de l'Espagne engageant tous les niveaux de gouvernement à l'intégration et à l'anti-discrimination (home-affairs.ec.europa.eu). Les actions axées sur l'éducation (par exemple, l'inscription des mineurs réfugiés dans les écoles ordinaires) sont des priorités implicites. Des projets jeunesse comme « Playing for Refuge » en Navarre démontrent le fonctionnement d'Erasmus+ : un festival sportif inclusif a délibérément mélangé jeunes réfugiés et espagnols (migrant-integration.ec.europa.eu). L'agence jeunesse Erasmus+ espagnole (INJUVE) encourage des projets d'engagement civique similaires. Des programmes municipaux tels que l'initiative « Famille d'accueil » pour les enfants réfugiés (home-affairs.ec.europa.eu) ou les programmes sportifs locaux impliquent également concrètement les jeunes.



ÉTUDES DE CAS

LA TURQUIE

Contexte des réfugiés : La Turquie accueille la plus grande population de réfugiés au monde (plus de 3,7 millions de Syriens sous « Protection Temporaire » et d'autres). Bien que n'étant pas membre de l'UE, les politiques turques en matière de réfugiés recoupent les préoccupations de l'UE. La loi turque sur les étrangers et la protection internationale (n° 6458, 2013) fournit le cadre juridique ; les Syriens bénéficient principalement d'une protection temporaire, qui donne accès à l'éducation, aux soins de santé et aux permis de travail. Conformément aux objectifs d'intégration de l'UE, le gouvernement turc a largement intégré les réfugiés dans les systèmes nationaux. Notamment, depuis 2017, la Turquie s'est engagée à « intégrer tous les réfugiés syriens en âge scolaire dans le système scolaire public national » (unicef.org). En pratique, cela signifie que les enfants syriens fréquentent les écoles publiques turques aux côtés des enfants de la communauté d'accueil (avec un soutien en langue turque). L'UNICEF rapporte qu'à la mi-2021, plus de 1,7 million d'enfants syriens étaient scolarisés en Turquie (unicef.org). La Turquie gère également des « Programmes d'apprentissage accéléré » spécialisés et des cours de langue turque pour les jeunes plus âgés qui ont manqué l'école. Cela fait écho à l'accent mis par le plan d'action de l'UE sur l'éducation inclusive et l'apprentissage des langues pour les migrants (home-affairs.ec.europa.eu, eur-lex.europa.eu).



Mesures de cohésion sociale : La Turquie a pris des mesures pour renforcer l'inclusion au niveau municipal, à l'instar des idées de soutien local de l'UE. Par exemple, la municipalité d'Istanbul (IMM) a lancé un « Plan d'action pour la migration et la cohésion sociale » (2020-2024) élaboré avec le HCR (globalcompactrefugees.org). Ce plan à l'échelle de la ville a créé une Unité de la migration et un conseil consultatif pour améliorer l'accès des réfugiés aux services municipaux et mettre l'accent sur la coexistence. Les évaluateurs notent que la stratégie « offre aux réfugiés ainsi qu'à la communauté d'accueil de meilleurs services municipaux et promeut la cohésion sociale et les pratiques de coexistence » (globalcompactrefugees.org). En bref, elle s'aligne sur les appels de l'UE à des partenariats multipartites et à l'engagement des acteurs locaux.

De même, d'autres gouvernements municipaux (par exemple Gaziantep, Ankara) gèrent des programmes municipaux de formation professionnelle et de sport pour les jeunes réfugiés. Par exemple, le projet « Écoles de sport pour enfants actifs » du Comité olympique turc (lancé en 2017) a créé des cours de sport mixtes pour les enfants turcs et syriens à Gaziantep. Des athlètes et entraîneurs olympiques enseignent le sport et un mode de vie sain ; l'objectif est « d'unir et d'autonomiser les jeunes par le sport » et de favoriser l'intégration (sportanddev.org). De telles initiatives reflètent l'accent mis par le Conseil de l'Europe sur les activités de base et culturelles pour l'inclusion.





ÉTUDES DE CAS

LA TURQUIE

Programmes des ONG et internationaux : Un certain nombre d'ONG et d'agences des Nations Unies travaillent sur l'inclusion des jeunes en Turquie. RET International, par exemple, gère des centres de jeunesse dans le sud-est de la Turquie (Gaziantep, Şanlıurfa, Mardin) offrant des espaces sûrs pour les jeunes syriens et turcs (globalcompactrefugees.org). Le programme 2016-2019 de RET visait à « améliorer les perspectives de vie et à accroître la résilience des enfants, adolescents et jeunes réfugiés et des communautés d'accueil » par le biais d'un soutien psychosocial, d'une formation aux compétences de vie et de projets de cohésion sociale (globalcompactrefugees.org). En pratique, les activités du Centre RET comprennent des ateliers récréatifs, des cours de turc et d'anglais, et des projets d'action sociale dirigés par des jeunes. L'approche – former des facilitateurs jeunes, les impliquer dans des campagnes de sensibilisation – a autonomisé de nombreux adolescents réfugiés et créé des liens avec leurs pairs locaux. De même, le HCR et l'UNICEF soutiennent les initiatives d'autonomisation et d'éducation des jeunes : par exemple, l'UNICEF finance la formation du personnel enseignant bénévole syrien et les infrastructures scolaires, tandis que l'OIM et les ONG locales fournissent une médiation interculturelle dans les salles de classe.



Alignement avec les cadres de l'UE : Bien que la Turquie ne fasse pas partie de l'UE, ses politiques d'inclusion des réfugiés s'alignent dans l'esprit avec les stratégies de l'UE. Les deux mettent l'accent sur la scolarisation et la langue, la loi turque prévoit explicitement l'éducation pour les réfugiés, et le plan d'action de l'UE l'exige (home-affairs.ec.europa.eu, unicef.org). Les deux reconnaissent la nécessité d'impliquer la société civile et les acteurs locaux (les plans de cohésion municipaux de la Turquie reflètent l'appel de l'UE à des partenariats locaux (globalcompactrefugees.org, eur-lex.europa.eu)). Dans le domaine de la jeunesse, la Turquie coopère souvent avec les programmes de l'UE en tant que pays partenaire. Les organisations de jeunesse et les municipalités turques peuvent participer à Erasmus+ et au Corps européen de solidarité. Par exemple, le projet Erasmus+ « Otlas » mentionné ci-dessus a réuni des jeunes turcs avec des pairs de France et d'autres pays de l'UE (salto-youth.net). Les ONG et universités turques agissent également en tant que partenaires Erasmus+ ou accueillent des échanges.

L'intégration des enfants réfugiés dans les écoles nationales est une politique phare : « le gouvernement turc s'est engagé à intégrer tous les réfugiés syriens en âge scolaire dans le système scolaire public national » (unicef.org). Au niveau de la ville, le Plan d'action pour la migration et la cohésion sociale d'Istanbul (2020-2024) a institutionnalisé les services pour les réfugiés et promu la coexistence (globalcompactrefugees.org). Des ONG comme RET gèrent des centres de jeunesse dédiés qui favorisent la résilience et les compétences sociales chez les jeunes réfugiés (globalcompactrefugees.org). Des projets sportifs pour l'intégration (par exemple Active Kids) rassemblent des enfants réfugiés et des communautés d'accueil dans des classes mixtes (sportanddev.org). Ces exemples montrent comment les mesures de base et politiques de la Turquie résonnent avec les objectifs d'intégration et d'inclusion des jeunes menés par l'UE.



ÉTUDES DE CAS

Dans l'ensemble de l'UE, en France, en Espagne et en Turquie, l'accent est mis de manière convergente sur l'éducation inclusive, la formation linguistique, le travail de jeunesse et les partenariats locaux pour intégrer les jeunes réfugiés. Les cadres de l'UE (Stratégie jeunesse, Plan d'action pour l'intégration, Erasmus+) donnent le ton, et chaque pays les adapte dans ses lois nationales (par exemple, le CIR et le CEJ en France, la Stratégie d'intégration 2023 en Espagne, la scolarisation et les plans municipaux en Turquie) ainsi que dans les programmes locaux et les initiatives des ONG. Dans tous les cas, l'objectif est de garantir que les jeunes réfugiés aient accès à la scolarisation, au développement des compétences et à la citoyenneté active, transformant les objectifs politiques européens en opportunités concrètes sur le terrain (eur-lex.europa.eu, home-affairs.ec.europa.eu, unicef.org, migrant-integration.ec.europa.eu).

En conclusion, les jeunes réfugiés en Europe sont confrontés à des obstacles psychosociaux, juridiques et éducatifs intriqués. Les aborder nécessite une politique coordonnée : un statut juridique et une tutelle adéquate, une scolarisation accessible avec un soutien linguistique, et des services de santé mentale solides. Les cadres à l'échelle de l'UE appellent désormais explicitement à ces mesures (home-affairs.ec.europa.eu, feantsa.org), mais leur succès dépend d'une mise en œuvre nationale efficace.

La France, l'Espagne et la Turquie illustrent chacune différentes parties du puzzle

la France souligne la nécessité de combler les lacunes en matière de protection des mineurs, l'Espagne montre le pouvoir des programmes communautaires sous une gouvernance décentralisée, et la Turquie démontre comment un investissement massif dans les infrastructures éducatives peut considérablement améliorer les perspectives d'intégration. Les décideurs politiques devraient s'inspirer de ces exemples – en élargissant les systèmes de protection de l'enfance intégrés, en finançant le soutien scolaire et en impliquant les familles de réfugiés dès le premier jour – pour s'assurer qu'aucun jeune n'est laissé isolé. Ce n'est qu'avec des stratégies aussi complètes et centrées sur l'enfant que l'Europe remplira ses engagements envers ces jeunes vulnérables.

Pacte européen sur les migrations : fonctionnement d'un système européen commun en matière de migration et d'asile

Vous êtes-vous déjà demandé comment l'UE envisageait de gérer les migrations de manière plus équitable et plus efficace ?

Produite par la Commission européenne, cette vidéo officielle présente de manière claire et fiable les principaux mécanismes qui façonnent le paysage politique européen en matière de migration et de réfugiés.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financiado por la Unión Europea. Sin embargo, las opiniones y puntos de vista expresados son únicamente de su(s) autor(es/as) y no reflejan necesariamente los de la Unión Europea ni los de la Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport. Ni la Unión Europea ni la Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport pueden ser consideradas responsables de ellos.

INCLUSION DES RÉFUGIÉS DANS LES PROGRAMMES JEUNESSE DE L'UE :

RÔLES DES TRAVAILLEURS DE JEUNESSE, DES ONG ET DES ÉDUCATEURS

Le CES propose des missions de volontariat solidaire de 2 à 12 mois à des jeunes âgés de 18 à 30 ans dans le cadre de projets qui soutiennent les communautés vulnérables, notamment les centres pour réfugiés (youth.europa.eu). Dans la pratique, les animateurs socio-éducatifs, les ONG et le personnel enseignant jouent un rôle essentiel d'intermédiaires : ils adaptent les programmes aux réalités locales, identifient et préparent les jeunes réfugiés participants et surmontent les barrières culturelles ou linguistiques.

La Stratégie jeunesse de l'UE (2019-2027) priorise explicitement l'inclusion sociale de tous les jeunes, y compris les migrants et les réfugiés (youth.europa.eu). Les instruments de financement de l'UE comme Erasmus+ et le Corps européen de solidarité (CES) intègrent des mesures d'inclusion pour garantir que les réfugiés puissent participer sur un pied d'égalité. Par exemple, Erasmus+ soutient des partenariats stratégiques pour innover l'intégration des réfugiés, et offre des subventions pour des échanges de jeunes impliquant des réfugiés (youth.europa.eu). Le CES offre des opportunités de volontariat solidaire de 2 à 12 mois où les jeunes (18-30 ans) peuvent travailler sur des projets soutenant les communautés vulnérables, y compris les centres de réfugiés (youth.europa.eu).



Ces acteurs doivent tirer parti des outils mis à disposition par l'UE (tels que le programme de soutien linguistique en ligne OLS, qui a permis à plus de 100 000 réfugiés d'apprendre la langue du pays d'accueil ; youth.europa.eu) et s'aligner sur les objectifs de politique publique (par exemple, intégrer rapidement les enfants migrants à l'école afin de prévenir le décrochage scolaire ; youth.europa.eu).



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

Rôles des principales parties prenantes :

Les travailleurs de jeunesse (leaders de l'éducation non formelle et des activités jeunesse) sont en première ligne de l'inclusion. Ils conçoivent des programmes interculturels, servent de médiateurs entre les jeunes réfugiés et leurs pairs locaux, et créent des « ponts interculturels » qui facilitent le dialogue et la compréhension (salto-youth.net). En se concentrant sur l'« humanité » et les aspirations des jeunes réfugiés plutôt que sur leur seul statut juridique, ils contribuent à établir la confiance (salto-youth.net). Les travailleurs de jeunesse recherchent également les besoins spécifiques des réfugiés (par exemple, traumatismes, normes culturelles, préoccupations de genre) et utilisent une approche proactive : par exemple, organiser des réunions dans les centres de réfugiés ou les centres communautaires pour expliquer les opportunités. Ils identifient les obstacles (barrières linguistiques, objections familiales, obstacles administratifs) et engagent des réseaux de soutien (parents, ONG locales, travailleurs sociaux) pour les résoudre (salto-youth.net). Il est important de noter que les travailleurs de jeunesse reçoivent souvent une formation financée par l'UE sur les questions de migration (par le biais de la mobilité Erasmus+ ou des cours de formation du CES) et peuvent s'appuyer sur des boîtes à outils comme « Comment parler de la guerre » de SALTO pour sensibiliser les groupes mixtes aux sujets de crise (salto-youth.net).



Qu'est-ce que SALTO-YOUTH ?

Un réseau de sept centres de ressources qui travaillent dans des domaines prioritaires européens dans le domaine de la jeunesse.



Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.



Cofinancé par
l'Union européenne

Rôles des principales parties prenantes :

Les ONG servent de facilitateurs, de coordinateurs de projets et de voix de plaidoyer. Elles proposent et gèrent des projets Erasmus+ ou des activités du CES qui incluent des réfugiés, veillant à ce que ces groupes cibles ne soient pas négligés. Par exemple, l'ONG turque *Genç Girişim* a mené une mobilité de travailleurs de jeunesse Erasmus+ « Inclusion sociale des réfugiés », utilisant des activités comme les bibliothèques vivantes, les cafés communautaires et le photovoice pour favoriser l'empathie et la tolérance (gencgirisimngo.com). Grâce à de tels projets, les ONG renforcent les compétences des partenaires : dans le cas de *Genç Girişim*, 32 travailleurs de jeunesse de 8 pays ont acquis une compréhension culturelle et de nouvelles méthodes de travail avec les jeunes réfugiés (gencgirisimngo.com). Les ONG développent également des ressources et des boîtes à outils pour leurs collègues : SALTO et des centres similaires travaillent souvent avec des ONG pour compiler les meilleures pratiques (par exemple, la boîte à outils du projet REBECO sur l'inclusion et la communication) et organiser des événements de formation. De plus, les ONG mobilisent des financements (Erasmus+ KA1/KA2, subventions du Conseil de l'Europe, fonds nationaux pour la jeunesse) et maintiennent des réseaux locaux (avec les municipalités, le HCR, les centres communautaires) pour aider les réfugiés à accéder à l'éducation, à la formation ou au soutien à l'entrepreneuriat. En menant des campagnes de sensibilisation (comme « Non à la haine » ou des campagnes locales de solidarité avec les réfugiés) et en influençant les politiques, les ONG contribuent à créer un climat accueillant pour l'inclusion.





Rôles des principales parties prenantes :

Éducateurs (Écoles et Formation Formelle) : Les éducateurs et les autorités scolaires peuvent servir de passerelles vers les programmes jeunesse de l'UE. Ils identifient tôt les élèves réfugiés et migrants et les intègrent dans les classes ordinaires, comme recommandé par les plans d'action de l'UE (youth.europa.eu). Les écoles peuvent collaborer avec les travailleurs de jeunesse et les ONG pour organiser des activités conjointes ou des séances d'information sur les opportunités Erasmus+/CES. Par exemple, un enseignant de lycée pourrait organiser une visite de classe à un échange de jeunes ou inviter des réfugiés à des cafés linguistiques. Les éducateurs soutiennent également les besoins d'apprentissage des réfugiés (cours de rattrapage, soutien bilingue) afin qu'ils puissent s'engager pleinement dans les projets de mobilité ou de volontariat. En valorisant les expériences antérieures des réfugiés et en encourageant la reconnaissance des compétences (par exemple, via l'Erasmus+ Youthpass), les éducateurs valident les identités des migrants. Enfin, les écoles et universités ont souvent des bureaux (Relations internationales, services d'orientation professionnelle) qui peuvent orienter les réfugiés vers des programmes de bourses ou de mobilité par exemple, le projet inHERE (partiellement mis en œuvre par Campus France) aide les réfugiés à accéder à l'enseignement supérieur européen dans le cadre d'Erasmus+ (campusfrance.org).





MÉTHODES ET OUTILS POUR L'INCLUSION

Pour intégrer efficacement les réfugiés, les professionnels utilisent toute une série de méthodes, d'outils et de pratiques concrets :

Sensibilisation et partenariats : cartographiez l'écosystème local des jeunes : identifiez les organisations d'aide aux réfugiés, les centres communautaires, les groupes religieux et les autorités locales qui travaillent avec les migrants. Établissez des partenariats solides avec ces parties prenantes, en les invitant à participer à la planification et à la conception conjointe d'activités, et en tirant parti de leurs réseaux de confiance. Organisez des événements multiplicateurs et des séances d'information dans les camps de réfugiés ou les centres d'accueil afin de faire connaître Erasmus+/ESC et de dissiper les mythes. Utiliser les médias interculturels (dans les langues maternelles, via des groupes WhatsApp ou des radios communautaires) pour faire passer le message. Tenir compte de la dynamique familiale et communautaire : il faut parfois rassurer les aînés ou les parents sur les objectifs du projet avant que les jeunes se sentent libres de participer.

Soutien linguistique et communicationnel : fournir une aide linguistique dans la langue du pays d'accueil dès le premier jour. Cela peut se faire par le biais de cours formels, de simples cours particuliers dispensés par des jeunes bénévoles bilingues ou en utilisant le soutien linguistique en ligne (OLS), une plateforme de l'UE qui propose des cours de langue gratuits aux réfugiés participant à des projets Erasmus+ (youth.europa.eu). Pendant les activités du projet, utiliser du matériel multilingue, des supports visuels et des applications de traduction pour s'assurer que tout le monde suit. Former les travailleurs de jeunesse auprès des jeunes aux méthodes de base de la communication interculturelle et à la prise en compte des traumatismes. Les coordinateurs de projet doivent élaborer des plans de communication clairs : la boîte à outils REBECO recommande de fixer des objectifs tels que « donner la parole aux bénéficiaires », diffuser des informations sur les droits de l'homme et lutter de manière proactive contre les stéréotypes (salto-youth.net). Dans la pratique, cela signifie recruter des jeunes réfugiés comme co-présentateurs, utiliser leurs témoignages lors d'événements de sensibilisation et traduire des brochures.

Méthodes éducatives non formelles : l'apprentissage non formel est idéal pour favoriser l'inclusion. Les travailleurs de jeunesse peuvent organiser des activités artistiques et sportives qui réduisent les barrières linguistiques et renforcent la confiance. Par exemple, les projets collaboratifs de théâtre ou de musique permettent aux jeunes réfugiés d'exprimer leur identité et de guérir leurs traumatismes. Des projets tels que MigrArt recueillent les bonnes pratiques artistiques en matière d'inclusion des réfugiés (salto-youth.net). De même, les tournois sportifs (soutenus par des subventions Erasmus+ Sport telles que l'appel « Sport pour l'intégration ») rassemblent les habitants locaux et les réfugiés dans le cadre d'une compétition et d'une coopération saines (youth.europa.eu). D'autres méthodes comprennent l'apprentissage entre pairs (les jeunes réfugiés et les jeunes du groupe d'accueil s'enseignent mutuellement des compétences), les cercles de dialogue interculturel (espaces sûrs pour partager des expériences) et l'apprentissage par projet, dans le cadre duquel les réfugiés travaillent sur des projets de service communautaire (nettoyage, mentorat d'enfants plus jeunes, etc.). Les outils numériques et créatifs (réalisation de vidéos, campagnes sur les réseaux sociaux) permettent également d'impliquer les jeunes férus de technologie et d'amplifier la voix des réfugiés.



MÉTHODES ET OUTILS

POUR L'INCLUSION

Pour intégrer efficacement les réfugiés, les professionnels utilisent toute une série de méthodes, d'outils et de pratiques concrets :

Boîtes à outils et ressources : les praticiens ont à leur disposition de nombreuses boîtes à outils prêtées à l'emploi développées par SALTO et des ONG. Par exemple, la boîte à outils « How to Talk about War » (Comment parler de la guerre) de SALTO fournit des lignes directrices aux animateurs pour aborder les conflits et les crises dans des groupes mixtes (salto-youth.net). Une autre ressource est la boîte à outils BEING YOUR HOST (Être votre hôte), qui compile des exemples d'activités non formelles (des cafés linguistiques au photovoice) spécifiquement destinées à intégrer les jeunes réfugiés dans les communautés d'accueil (salto-youth.net). En intégrant ces outils, les travailleurs de jeunesse peuvent structurer des sessions autour des réalités des réfugiés. En matière de stratégies de communication, la boîte à outils Youth Life RE.BE.CO. de SALTO (qui cible à la fois l'inclusion et la sensibilisation des ONG) répertorie les meilleures pratiques : recruter des bénévoles, mettre l'accent sur les histoires humaines et créer un « sentiment d'appartenance à une communauté »salto-youth.net. Les organisations de jeunesse devraient également utiliser les certificats Youthpass pour reconnaître officiellement l'apprentissage des réfugiés, ainsi que des plateformes numériques telles que EPALE ou le Portail européen de la jeunesse pour échanger des idées et trouver des partenaires.

Accessibilité et lutte contre la discrimination : veillez à ce que les projets adoptent des pratiques inclusives : proposez des formulaires de candidature en plusieurs langues, acceptez différents niveaux d'expérience préalable et tenez compte des questions de mobilité (frais de transport, garde d'enfants). Proposez des services de garde d'enfants ou des allocations si nécessaire afin que les parents réfugiés puissent participer. Adopter des chartes anti-discrimination dans les accords de groupe et lutter directement contre les préjugés (par exemple en incluant des discussions sur la xénophobie dans les ateliers). S'aligner sur des campagnes plus larges : soutenir la Journée mondiale des réfugiés du HCR ou les initiatives « No Hate Speech » du Conseil de l'Europe, qui encouragent l'acceptation des réfugiés (youth.europa.eu). Enfin, surveiller et évaluer en permanence l'accès : collecter des données sur les taux de participation et la satisfaction des réfugiés, et adapter la communication en conséquence.



MEILLEURES PRATIQUES ET PRINCIPES

Les meilleures pratiques clés tirées de projets réussis comprennent :

Co-conception avec les réfugiés : impliquez les jeunes réfugiés dès le début – en tant qu'ambassadeurs, formateurs ou conseillers – afin de vous assurer que les activités répondent à leurs besoins. Cela peut se traduire par le fait de les laisser partager leur histoire de migration dans le cadre d'un atelier ou de co-créer une vidéo sur leur culture. Des projets tels que l'échange de jeunes « CHANGING MINDS » en Espagne ont mis cela en pratique en demandant aux participants réfugiés d'enseigner l'espagnol à leurs pairs locaux et de partager leur quotidien (fioh-ngo.com).

Mentorat culturel / Systèmes de parrainage : jumeler les participants réfugiés avec des pairs ou des mentors empathiques issus de la communauté d'accueil qui les accompagnent tout au long du projet. Ce soutien individuel aide à surmonter l'isolement et les malentendus. Par exemple, les projets d'échange de réfugiés désignent souvent un pair local pour aider les nouveaux arrivants à s'orienter sur le plan social et pratique.

Intégration linguistique : combinez les tâches du projet avec la pratique linguistique : par exemple, discussions de groupe, présentations communes ou excursions locales où les réfugiés utilisent la langue du pays d'accueil dans des situations authentiques. Les projets Erasmus+ pour les jeunes peuvent consacrer du temps à l'apprentissage des langues en tant qu'activité principale (fioh-ngo.com).

Environnements d'apprentissage sûrs et flexibles : créez des espaces non menaçants où les réfugiés peuvent participer sans crainte. Utilisez des méthodes simples et inclusives et permettez différentes façons de contribuer (écriture, dessin, expression orale). Adaptez les horaires aux réalités administratives (par exemple, les entretiens d'asile).

Soutien holistique : reconnaître que les réfugiés peuvent avoir besoin de plus qu'un « simple projet ». Proposer ou orienter vers des services de soutien (accompagnement psychologique, conseils juridiques ou aide sociale) par l'intermédiaire d'ONG partenaires ou d'agences locales. Dans la mesure du possible, organiser les sessions du projet à proximité de ces services.

Visibilité et sensibilisation : diffuser largement les exemples de réussite afin de faire évoluer les mentalités. Par exemple, les lauréats du prix sportif annuel « #BeInclusive » (Erasmus+ Sport) impliquent souvent des équipes de réfugiés et bénéficient d'une couverture médiatique. Les organisations de jeunesse devraient documenter et diffuser leur impact (rapports, réseaux sociaux, expositions).

Apprentissage et réflexion continus : former les animateurs socio-éducatifs et les éducateurs à la compétence culturelle et aux réalités de la migration forcée. Utiliser les commentaires des participants réfugiés pour améliorer les méthodes. Participer à des communautés de pratique (forums SALTO Inclusion, Journée européenne de l'information sur la jeunesse, etc.) pour découvrir les nouvelles approches.



EXEMPLES D'INITIATIVES RÉUSSIES

FRANCE

DiverCity (Erasmus+, 2023–25)

Coordonné par le Parlement Européen des Jeunes – France, DiverCity a développé des « pratiques d'éducation à la citoyenneté » pour les jeunes réfugiés et a formé des travailleurs de jeunesse et des bénévoles dans quatre pays (pejfrance.org). Reconnaissant que les jeunes réfugiés se sentent souvent exclus de la vie civique, le projet a commencé par inventorier la situation à travers des échanges avec des réfugiés, des leaders de jeunesse et des décideurs politiques (pejfrance.org).



Les partenaires ont ensuite co-créé des modules sur les droits de l'homme, les droits de vote et l'éducation aux médias, adaptés aux réfugiés. Grâce à des échanges internationaux et des formations d'enseignants, DiverCity a équipé les éducateurs et les leaders de jeunesse pour mieux inclure les réfugiés dans les processus démocratiques. Cette initiative illustre comment les ONG (le réseau PEJ) peuvent utiliser Erasmus+ pour renforcer les capacités d'inclusion dans l'éducation formelle et non formelle (pejfrance.org).

RAPPORT D'ÉTUDE DE TERRAIN



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

EXEMPLES D'INITIATIVES RÉUSSIES

ESPAGNE

CHANGING MINDS Youth Exchange (Erasmus+ YE, 2023)

L'ONG The Future in Our Hands Youth (basée en Bulgarie) a organisé un échange de jeunes à Ciudad Real, en Espagne, explicitement axé sur l'intégration des réfugiés locaux avec des jeunes espagnols à risque (fioh-ngo.com). 40 participants (dont des réfugiés de Syrie/Ukraine et des jeunes locaux participant à un programme de prévention de la violence) ont vécu ensemble pendant 10 jours.



Les activités du programme ont été co-conçues autour des besoins des réfugiés : elles comprenaient des cours d'espagnol animés par des pairs, des ateliers interculturels et des services communautaires conjoints. En encourageant les réfugiés à partager leurs expériences quotidiennes et les jeunes locaux à faire preuve d'empathie, le projet a réduit les barrières culturelles et raciales, sensibilisé à la crise des réfugiés et favorisé les valeurs de tolérance et de liberté (fioh-ngo.com). Des enquêtes de suivi ont montré une empathie accrue chez les participants locaux et une amélioration tangible de la langue pour les réfugiés. Les méthodes clés étaient l'enseignement par les pairs, les jeux d'échange culturel et les événements publics où les histoires des réfugiés étaient mises en lumière (fioh-ngo.com).



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

EXEMPLES D'INITIATIVES RÉUSSIES

TURQUIE

Social Inclusion of Refugees (Erasmus+ KA1, 2019)

Comme indiqué, l'ONG turque Genç Girişim a organisé une formation d'une semaine à Ankara pour 32 travailleurs de jeunesse de huit pays (gencgirisimngo.com). Le programme a utilisé des méthodes non formelles créatives : des bibliothèques vivantes (réfugiés comme « livres » partageant des histoires personnelles), le photo-voix (jeunes réfugiés prenant des photos représentant leur foyer/espoir) et une discussion « café public ». Les participants ont appris les cultures et les défis des réfugiés, ce qui les a « remplis d'informations » et a renforcé l'empathie (gencgirisimngo.com).



L'objectif d'inclusion était double : former les travailleurs de jeunesse à travailler avec les réfugiés et démontrer les principes d'équité d'Erasmus+ en action. Par la suite, de nombreux participants ont reproduit des ateliers similaires dans leurs pays d'origine, diffusant ainsi la pratique. Genç Girişim attribue à ce projet une augmentation significative de la tolérance et de la compréhension au sein de son réseau, et il est cité comme un modèle de la façon dont la mobilité dirigée par les ONG peut renforcer les compétences interculturelles.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

EXEMPLES D'INITIATIVES RÉUSSIES

FRANCE, BELGIQUE, PORTUGAL ET TURQUIE

Pan-European – MIGRANTECH (Erasmus+ KA2, 2022–24)

Dans ce partenariat en cours entre la France, la Belgique, le Portugal et la Turquie (Anatolia Youth Association), les ONG co-créent une boîte à outils numérique et des modules d'apprentissage en ligne pour les éducateurs et les travailleurs de jeunesse (aya-ngo.org). L'accent est mis sur l'intégration des migrants/réfugiés sur le marché du travail : il couvre la littératie numérique, les compétences de recherche d'emploi et la connaissance des droits de l'UE.



En cartographiant les politiques et les bonnes pratiques, MIGRANTECH vise à doter les praticiens d'outils innovants (tels que des exercices linguistiques gamifiés et des études de cas vidéo) qui aident les réfugiés à trouver un emploi. Le pilotage précoce en Turquie implique des participants réfugiés dans la co-conception du contenu, garantissant qu'il répond à des besoins réels. Ce projet montre comment les éducateurs et les formateurs de jeunes de différents pays peuvent collaborer dans le cadre d'Erasmus+ pour étendre les méthodes d'inclusion réussies, et souligne le rôle de l'apprentissage transfrontalier dans le transfert des meilleures pratiques.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

EXEMPLES D'INITIATIVES RÉUSSIES

TOUS LES PROJETS

Chacun de ces exemples démontre l'application concrète des méthodes et principes décrits ci-dessus, et met en évidence le leadership collaboratif des organisations de jeunesse.

En résumé, les travailleurs de jeunesse intègrent les réfugiés dans les programmes par le biais de la sensibilisation, de la pédagogie non formelle et de la facilitation interculturelle ([salto-youth.net](http://salto-youth.net/salto-youth.net)). Les ONG agissent comme des catalyseurs et des innovateurs, concevant des projets, mutualisant les ressources et plaidant pour l'inclusion. Les éducateurs intègrent l'inclusion dans les programmes et guident les réfugiés vers des parcours d'apprentissage, les reliant souvent aux opportunités Erasmus+. En utilisant des ressources multilingues, des activités participatives, des partenariats solides et une évaluation continue (tels que recommandés dans les cadres d'inclusion de l'UE), ces acteurs peuvent garantir que les réfugiés participent pleinement et bénéficient des programmes de jeunesse financés par l'UE.

MODÈLES EFFICACES D'INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS EN EUROPE

L'intégration des jeunes réfugiés (généralement âgés de 13 à 30 ans) dans les sociétés européennes est un défi aux multiples facettes. Les modèles efficaces doivent aborder l'intégration éducative, sociale et professionnelle simultanément. Des recherches récentes et des pratiques de terrain mettent en évidence plusieurs approches réussies à travers l'Europe, allant des politiques nationales garantissant l'accès aux services aux programmes communautaires favorisant l'inclusion sur le terrain. Cet aperçu présente des modèles validés et des exemples qui ont démontré des résultats solides pour aider les jeunes réfugiés à construire une nouvelle vie.





1. Intégration éducative des jeunes réfugiés

Garantir l'accès à une éducation de qualité est une pierre angulaire de l'intégration des réfugiés. Un modèle efficace en matière d'éducation combine le soutien linguistique, des environnements scolaires inclusifs et des interventions académiques ciblées pour aider les enfants et les jeunes réfugiés à réussir.

Accès scolaire garanti et classes préparatoires : Tous les pays européens doivent garantir le droit à la scolarisation des enfants réfugiés et demandeurs d'asile de 3 à 18 ans.

Formation linguistique intensive : La maîtrise de la langue du pays d'accueil est essentielle à la réussite scolaire. Les programmes réussis commencent le soutien linguistique tôt et de manière intensive.

Formation des enseignants pour des classes diverses : Donner aux enseignants les compétences nécessaires pour soutenir les élèves traumatisés ou apprenant une langue s'est avéré efficace.

Pédagogie inclusive et innovante : La recherche souligne le succès des pratiques éducatives inclusives qui impliquent les élèves réfugiés, leurs familles et les communautés locales dans le processus d'apprentissage.

Passerelle vers l'enseignement supérieur : Les jeunes réfugiés plus âgés aspirent souvent à reprendre ou à commencer des études universitaires.

Points clés à retenir : Garantir l'accès des réfugiés à l'enseignement général dès le début, complété par un enseignement linguistique intensif et une orientation culturelle, est le fondement du succès. Au-delà de l'accès, la qualité compte : la formation des enseignants aux méthodes inclusives et la mise en œuvre de pédagogies innovantes et participatives aident les jeunes réfugiés à s'épanouir sur le plan scolaire et social. Enfin, l'extension du soutien aux niveaux post-secondaires (bourses, cours passerelles, mentorat) ouvre des voies aux jeunes réfugiés pour faire progresser leurs qualifications et leurs futures carrières.





2. Intégration sociale et inclusion communautaire

L'intégration sociale fait référence à la manière dont les jeunes réfugiés se connectent et participent à leur société d'accueil en dehors de l'éducation formelle ou du travail. Les modèles efficaces se concentrent sur la construction de ponts sociaux (relations avec la communauté au sens large), le renforcement des liens sociaux (au sein des communautés de réfugiés/migrants) et l'assurance du bien-être psychosocial. Les politiques nationales et les initiatives locales jouent un rôle dans la promotion d'une inclusion significative.

Interaction avec la société d'accueil et participation civique : Les stratégies nationales d'intégration mettent de plus en plus l'accent sur l'interaction directe entre les réfugiés et les locaux. Cela peut se traduire par des programmes tels que des systèmes de « parrainage » bénévole et des projets civiques locaux. Par exemple, des programmes de mentorat associant des jeunes réfugiés à des mentors natifs pour la pratique linguistique et l'orientation culturelle. De tels efforts sont étayés par des preuves : des interactions fréquentes et des activités communautaires partagées aident à briser les préjugés et à créer une compréhension mutuelle. En renforçant les « ponts sociaux », ces initiatives combattent l'isolement et encouragent la participation des réfugiés à la vie communautaire (des clubs sportifs aux conseils de jeunes).

Parrainage communautaire et initiatives d'accueil : Les modèles communautaires se sont avérés très efficaces pour l'intégration sociale des réfugiés. Le parrainage communautaire où des groupes locaux parrainent et soutiennent une famille ou un jeune réfugié – a donné des résultats positifs dans des pays comme le Royaume-Uni et l'Irlande. Grâce au parrainage, les jeunes réfugiés acquièrent un réseau local immédiat et un soutien individuel dans l'intégration quotidienne (trouver des amis, naviguer dans les services, pratiquer la langue).





2. Intégration sociale et inclusion communautaire

Clubs de jeunes, sports et activités culturelles : L'intégration sociale se déroule souvent le mieux dans des cadres informels où les jeunes peuvent créer des liens autour d'intérêts communs. Partout en Europe, des ONG et des gouvernements locaux organisent des ligues sportives, des ateliers d'art et des clubs de jeunes qui mélègent intentionnellement les jeunes réfugiés et les jeunes locaux. Le sport en particulier a été un puissant outil d'intégration – des équipes de football incluant des réfugiés aux cours d'arts martiaux ou de danse qui exonèrent les frais pour les demandeurs d'asile. Dans l'ensemble, les modèles d'intégration qui impliquent des activités partagées et un leadership des jeunes se sont avérés efficaces pour établir de véritables liens sociaux.

Santé mentale et soutien psychosocial (SMPS) : Les jeunes réfugiés portent souvent des traumatismes liés aux conflits et aux déplacements, ce qui peut entraver l'intégration s'ils ne sont pas traités. Les modèles d'intégration efficaces intègrent un soutien psychosocial pour renforcer la résilience et le bien-être. Par exemple, la création d'« espaces sûrs » (par exemple, des clubs après l'école ou des centres de conseil où les jeunes réfugiés se sentent en sécurité et écoutés), la psychoéducation (enseigner aux jeunes et aux familles des stratégies d'adaptation et comment naviguer dans les nouveaux systèmes sociaux) et l'encouragement de l'expression créative (par l'art, la musique, la narration) peuvent être très efficaces. Par exemple, en Suède et en Italie, certaines écoles ont des « classes d'accueil » qui servent également d'espaces sûrs – les nouveaux arrivants passent une partie de la journée en petit groupe avec un conseiller ou un médiateur culturel à faire des activités d'intégration et des exercices tenant compte des traumatismes, avant de rejoindre la classe plus grande. Les évaluations montrent que les jeunes participant à de tels programmes déclarent un sentiment d'appartenance plus élevé et une anxiété plus faible (psychotraumanet.orgpsychotraumanet.org).





2. Intégration sociale et inclusion communautaire

Points clés à retenir : Une intégration sociale efficace nécessite une facilitation intentionnelle du contact et de la compréhension entre les jeunes réfugiés et la communauté d'accueil. Le mentorat et le parrainage apparaissent comme particulièrement puissants : en donnant à chaque jeune réfugié un lien personnel avec un individu ou un groupe local, ces modèles fournissent un capital social (réseaux, amitiés) que les services formels seuls ne peuvent offrir. De plus, les efforts d'intégration sociale doivent répondre aux besoins émotionnels des jeunes réfugiés en créant des environnements où ils se sentent en sécurité, valorisés et confiants pour participer. Les programmes qui associent les activités d'intégration à un soutien psychosocial (conseil, espaces sûrs, exutoires créatifs) ont montré des résultats améliorés en termes de confiance et d'appartenance à la communauté. En résumé, les modèles d'intégration sociale réussis traitent les jeunes réfugiés non pas comme des bénéficiaires passifs d'aide, mais comme des membres actifs de la communauté les aidant à guérir des traumatismes, à exprimer leur identité et à apporter leurs talents à la société.



3. Intégration professionnelle et économique

Atteindre l'autonomie par l'emploi ou l'entrepreneuriat est souvent l'objectif ultime des efforts d'intégration pour les jeunes réfugiés adultes. Les modèles efficaces dans ce domaine offrent une voie vers l'emploi en combinant la formation linguistique, le développement des compétences, la reconnaissance des qualifications et des liens directs avec les employeurs. Les pratiques réussies récentes vont des programmes nationaux du marché du travail aux initiatives de mentorat des ONG.



3. Intégration professionnelle et économique

Programmes de formation professionnelle accélérée

Mentorat et réseautage pour l'emploi : Les jeunes réfugiés manquent souvent des réseaux professionnels qui aident à la recherche d'emploi.

Entrepreneuriat et apprentissage : De nombreux jeunes réfugiés sont désireux de créer des entreprises ou d'entrer dans des métiers qualifiés. Les modèles d'intégration efficaces créent des voies pour ces ambitions. La clé est de fournir des passerelles – des cours passerelles pour apprendre rapidement les termes techniques, un soutien passerelle comme des salaires subventionnés ou des formateurs qui parlent la langue du réfugié, et la reconnaissance des compétences antérieures. En intégrant les réfugiés dans les parcours de formation généraux (plutôt que de les maintenir dans des programmes parallèles), ces modèles garantissent que les qualifications sont reconnues et valorisées par les employeurs.

Reconnaissance des qualifications et évaluation des compétences : Un obstacle courant pour les jeunes réfugiés qui accèdent à un emploi qualifié est la preuve de leurs qualifications ou de leur expérience acquises à l'étranger. Les cadres d'intégration efficaces y remédient par des services simplifiés de reconnaissance des qualifications et d'évaluation des compétences.

Points clés à retenir : Les modèles d'intégration professionnelle les plus réussis pour les jeunes réfugiés sont complets et collaboratifs. Ils regroupent souvent plusieurs soutiens langue, formation, expérience professionnelle et soutien social (comme le logement ou le mentorat) dans un parcours cohérent vers un emploi. L'implication des employeurs dès le départ (par le biais d'apprentissages, de stages ou de mentorat par des professionnels de l'industrie) est essentielle au succès, car elle crée des réseaux et une confiance qui mènent à l'embauche. De plus, les initiatives de mentorat et de réseautage démontrent que l'amélioration de l'intégration « douce » (confiance, contacts locaux) peut considérablement stimuler les résultats « durs » comme l'obtention d'un emploi stable (oecd.org/oecd.org). Enfin, l'intégration ne s'arrête pas à l'obtention d'un premier emploi

les modèles efficaces garantissent que les réfugiés peuvent progresser : la reconnaissance des qualifications, la fourniture de cours de langue ou de formation professionnelle continue au travail, et l'encouragement à l'entrepreneuriat aident tous les jeunes réfugiés à passer d'emplois précaires à des carrières durables.





En conclusion, l'intégration des jeunes réfugiés en Europe nécessite une approche holistique. Les modèles mis en évidence ci-dessus – de l'éducation inclusive et du soutien psychosocial dans les écoles, au mentorat communautaire pour l'inclusion sociale, aux parcours professionnels ciblés – démontrent tous que, lorsqu'ils bénéficient du soutien approprié, les jeunes réfugiés s'épanouissent dans leurs nouvelles communautés. De plus, une intégration réussie est une voie à double sens : bon nombre de ces initiatives impliquent non seulement l'adaptation des réfugiés aux sociétés d'accueil, mais aussi la transformation positive des communautés d'accueil (écoles, employeurs, voisins) pour qu'elles soient plus ouvertes, compréhensives et engagées.



Soutien précoce et intensif: Intervenir tôt avec un soutien linguistique et éducatif pour mettre les jeunes réfugiés sur une trajectoire positive (globalcompactrefugees.orgismu.org). Ne laissez pas les retards bureaucratiques maintenir les jeunes inactifs ; mettez-les à l'école ou en formation dès que possible.

Parcours individualisés: Il n'y a pas de solution unique. Les modèles efficaces évaluent l'âge, l'éducation antérieure, les compétences et les aspirations de chaque jeune, puis adaptent un parcours (qu'il s'agisse de tutorat académique, d'une filière professionnelle ou de conseil en traumatologie) à leurs besoins. La gestion de cas et le mentorat individuel améliorent considérablement cette personnalisation.

Engagement de toute la société: L'intégration fonctionne mieux lorsque plusieurs parties prenantes collaborent. Les écoles, les autorités locales, les employeurs, les ONG et les bénévoles ont chacun un rôle : par exemple, les municipalités facilitent les cours de langue et le logement, les entreprises proposent des apprentissages, et les membres de la communauté se portent volontaires comme mentors ou hôtes (fmreview.orgismu.org). Les partenariats multipartites (souvent avec un financement gouvernemental et une mise en œuvre par des ONG) sont à la base de nombreuses initiatives réussies.



Renforcer les liens sociaux: Les programmes doivent délibérément créer des opportunités pour que les réfugiés et les locaux se côtoient en tant que pairs. Que ce soit par le biais de sports d'équipe, de projets scolaires ou de mentorat en milieu de travail, ces interactions construisent le capital social dont les jeunes réfugiés ont un besoin critique pour s'intégrer (globalcompactrefugees.orgglobalcompactrefugees.org). Elles aident également les communautés d'accueil à apprécier les forces et les contributions des jeunes réfugiés, favorisant ainsi la cohésion sociale.

Adaptation fondée sur des preuves: Les modèles présentés sont validés par la recherche et la pratique. Continuer à évaluer les résultats (performance scolaire, taux d'emploi, indicateurs de bien-être) est vital. Par exemple, la Turquie a ajusté ses programmes éducatifs après l'analyse d'impact des interventions de la petite enfance (globalcompactrefugees.orgglobalcompactrefugees.org), et la France a augmenté les heures de formation linguistique après avoir constaté que les limites précédentes étaient insuffisantes (ismu.org). Une culture de suivi et de partage de « ce qui fonctionne » garantira que les programmes d'intégration restent efficaces et réactifs aux nouvelles cohortes de réfugiés.

Même si les défis sont considérables, des barrières linguistiques aux traumatismes en passant par la discrimination, les expériences à travers l'Europe prouvent que les jeunes réfugiés peuvent s'intégrer avec succès s'ils bénéficient d'un soutien complet. L'inclusion éducative leur donne des connaissances et de la confiance ; l'inclusion sociale leur permet de se sentir chez eux et valorisés ; l'inclusion professionnelle leur accorde indépendance et but. En s'appuyant sur les meilleures pratiques décrites ici, ils peuvent fournir une base solide pour des politiques et des programmes qui permettent aux jeunes réfugiés non seulement de survivre, mais de véritablement appartenir et de s'épanouir en Europe.



Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.



INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS

GUIDE POUR UNE POLITIQUE INCLUSIVE ET SÛRE

Une stratégie d'intégration réussie repose sur des principes clairs, des cadres européens solides, une mise en œuvre nationale flexible et des mesures sectorielles ciblées.

Principes clés de l'élaboration de politiques inclusives

Intégration mutuelle et multidimensionnelle. Les politiques doivent permettre la participation des jeunes réfugiés dans toutes les dimensions de la société (éducation, emploi, culture, vie civique) et respecter leur propre identité.

Égalité et non-discrimination : Tous les efforts d'intégration doivent garantir l'égalité des droits et l'absence de discrimination. Cela inclut l'application des lois anti-xénophobie et la promotion de l'égalité des sexes et intersectionnelle.

Centré sur les réfugiés et fondé sur les droits : Les politiques doivent traiter chaque jeune réfugié comme un individu ayant des droits et un potentiel. Les réfugiés apportent des compétences et une expérience qui enrichissent la société, de sorte que les programmes d'intégration devraient s'appuyer sur ces atouts. Il est crucial que les politiques répondent aux besoins fondamentaux des réfugiés : sécurité, dignité, unité familiale et appartenance.

Participation et voix : Les jeunes réfugiés devraient avoir leur mot à dire dans les politiques qui les concernent. L'implication des groupes dirigés par des réfugiés et des représentants de la jeunesse garantit que les programmes répondent aux besoins réels. Les plans d'intégration devraient encourager le leadership des réfugiés et soutenir les initiatives communautaires.

Approche pangouvernementale: L'intégration est une responsabilité partagée. La bonne pratique consiste à impliquer tous les niveaux de gouvernement et la société civile (employeurs, écoles, ONG, autorités locales et bénévoles) dans la planification et la prestation des services. Les systèmes d'éducation, de santé et d'emploi doivent s'adapter, pas seulement les migrants.

Fondé sur des preuves, flexible et durable: Les politiques devraient être basées sur des données et de bonnes recherches et conçues pour s'adapter aux changements de situation. Un soutien à long terme (au-delà de l'aide d'urgence) et un financement soutenu (par exemple via les fonds de l'UE) rendent l'intégration durable.



INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS

GUIDE POUR UNE POLITIQUE INCLUSIVE ET SÛRE

Une stratégie d'intégration réussie repose sur des principes clairs, des cadres européens solides, une mise en œuvre nationale flexible et des mesures sectorielles ciblées.

Mise en œuvre flexible dans les États membres (et en Turquie)

La politique d'intégration est principalement une responsabilité nationale/régionale, mais les cadres de l'UE fournissent des orientations et un soutien. La flexibilité est essentielle, car les contextes diffèrent considérablement (par exemple, les systèmes de protection sociale existants, les marchés du travail, les traditions juridiques). Les mécanismes efficaces comprennent :

Gouvernance multiniveau : Les stratégies nationales devraient impliquer les gouvernements régionaux et locaux. Les autorités locales sont souvent les mieux placées pour identifier les besoins.

Conseils d'intégration locaux : De nombreux pays mettent en place des organes consultatifs qui associent les migrants à la planification.

Financement et renforcement des capacités : La flexibilité signifie également la diversification des canaux de financement. Les États membres devraient tirer parti du Fonds « Asile, migration et intégration » (AMIF) de l'UE et des Fonds structurels (FSE+, FEDER) pour cofinancer des projets locaux (formation linguistique, conseil en emploi, centres communautaires).

Adaptation aux contextes spéciaux : Les pays associés comme la Turquie ne sont pas membres de l'UE, mais la politique de l'UE les influence toujours. Le règlement turc sur la protection temporaire (2014) offre aux Syriens un statut juridique et de nombreux droits (permis de travail après 6 mois, accès à l'éducation et à la santé, décrits ci-dessous). L'UE soutient la Turquie avec des projets d'infrastructure et des conseils techniques. Lors de l'application des lignes directrices de l'UE en Turquie, la flexibilité signifiait l'alignement du financement de l'UE sur les lois turques.



INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS

GUIDE POUR UNE POLITIQUE INCLUSIVE ET SÛRE

Une stratégie d'intégration réussie repose sur des principes clairs, des cadres européens solides, une mise en œuvre nationale flexible et des mesures sectorielles ciblées.

Recommandations sectorielles

Éducation

Garantir l'accès pour tous les âges : Tous les enfants réfugiés (0-18 ans) doivent avoir un accès sans entrave au système d'éducation publique. En âge scolaire, les enfants devraient être inscrits rapidement (idéalement en quelques semaines) dans des classes ordinaires avec tout le soutien nécessaire, et non pas être maintenus indéfiniment dans des centres d'accueil isolés (ecoi.net). Les jeunes adultes (18-25 ans) devraient avoir des voies d'accès à la formation professionnelle ou à l'enseignement supérieur.

Cours de langue et préparatoires : Des cours de langue intensifs sont essentiels. De nombreux pays proposent des « classes d'accueil » ou des classes d'intégration en France et en Espagne, pour permettre aux nouveaux arrivants de se mettre à niveau.

Reconnaissance des acquis : Les diplômes et compétences des réfugiés devraient être rapidement évalués et reconnus. Les centres d'évaluation accélérée et les programmes de certification (par exemple, les diplômes de langue, les qualifications professionnelles) suppriment les obstacles.

Environnements scolaires inclusifs : Former les enseignants à la sensibilisation aux traumatismes et aux méthodes interculturelles. Fournir un soutien psychosocial (conseillers, travailleurs sociaux) dans les écoles. Le mentorat par les pairs et les activités parascolaires (sports, arts) favorisent l'intégration sociale.

Emploi

Droit au travail et accès équitable : Accorder aux jeunes réfugiés l'autorisation légale de travailler dès que possible. Supprimer les obstacles bureaucratiques aux permis de travail.

Évaluation et formation des compétences : Évaluer rapidement les compétences et qualifications professionnelles. Fournir une formation professionnelle ciblée (école de métiers, apprentissages) alignée sur les besoins du marché du travail.

Reconnaissance et entrepreneuriat : Faciliter la reconnaissance des diplômes étrangers. Pour ceux dont les qualifications ne sont pas transférables, proposer des alternatives : cours modulaires, certification des compétences sur le tas, micro-crédits. Soutenir l'entrepreneuriat des réfugiés via des microcrédits et des incubateurs d'entreprises.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS

GUIDE POUR UNE POLITIQUE INCLUSIVE ET SÛRE

Une stratégie d'intégration réussie repose sur des principes clairs, des cadres européens solides, une mise en œuvre nationale flexible et des mesures sectorielles ciblées.

Recommandations sectorielles

Participation civique

Institutions inclusives : Promouvoir l'engagement des réfugiés dans la vie communautaire. Dans la mesure du possible, inclure les migrants dans les conseils de jeunes, les comités consultatifs ou les conseils d'intégration.

Sensibilisation et autonomisation : Fournir des informations accessibles sur les droits et les devoirs civiques. Des ateliers sur l'éducation civique (gouvernance locale, anti-discrimination) aident les jeunes réfugiés à se sentir inclus.

Partenariats avec la société civile : Financer les organisations locales de jeunes et de réfugiés qui favorisent l'interaction.

Logement

Accès à un logement décent et abordable : Prévenir l'itinérance en donnant aux jeunes réfugiés un accès prioritaire au logement social ou aux allocations de logement.

Éviter la ségrégation : Encourager le logement dispersé. Ce modèle de « logement mixte » favorise le contact avec les locaux et la pratique de la langue.

Soutien juridique et social : Fournir aux réfugiés des informations sur les droits des locataires et l'aide à la prévention des expulsions.

Soins de santé

Accès égal aux services de santé : Inscrire rapidement les jeunes réfugiés dans les systèmes de santé nationaux. Fournir des cartes de santé/assurances afin qu'ils puissent consulter des médecins, obtenir des ordonnances et utiliser les services préventifs. Des services d'interprétation doivent être disponibles pour surmonter les barrières linguistiques.

Soins spécifiques aux jeunes : Offrir un dépistage et des conseils en santé mentale (de nombreux jeunes réfugiés souffrent de traumatismes ou de stress). Former les psychologues aux questions interculturelles.

Intégration des équipes de santé et d'intégration : Intégrer des agents de liaison en santé dans les centres d'accueil et les écoles. Cordonner avec les services d'éducation et sociaux pour identifier les jeunes à risque.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

INTÉGRATION DES JEUNES RÉFUGIÉS

GUIDE POUR UNE POLITIQUE INCLUSIVE ET SÛRE

Une stratégie d'intégration réussie repose sur des principes clairs, des cadres européens solides, une mise en œuvre nationale flexible et des mesures sectorielles ciblées.

Recommandations sectorielles

Protection juridique

Droit à la protection : S'assurer que tous les jeunes réfugiés ont accès à une procédure d'asile équitable, à une aide juridique et à des informations dans leur langue. Les mineurs non accompagnés doivent être orientés vers la protection de l'enfance (tutelle) immédiatement à leur arrivée. Les États devraient éviter de détenir des mineurs (en famille ou non).

Tutelle et soutien juridique : Chaque enfant non accompagné devrait avoir un tuteur formé ou un tuteur désigné par l'État.

Lutter contre l'exploitation et la discrimination : Appliquer les lois du travail pour prévenir le travail des enfants. Renforcer les mesures de lutte contre la traite (avec une attention particulière aux mineurs réfugiés).

Regroupement familial : Faciliter le regroupement familial des réfugiés tel que permis par le droit de l'UE (par exemple, la directive de l'UE sur le regroupement familial). Prioriser le regroupement des membres de la famille immédiate, ce qui facilite grandement l'intégration.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

OUTILS ET MÉTHODOLOGIES

POUR L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES D'INTÉGRATION DES RÉFUGIÉS

L'évaluation de l'intégration des réfugiés nécessite une approche à méthodes mixtes combinant des métriques quantitatives et des informations qualitatives. Les indicateurs quantitatifs (par exemple, le taux d'emploi, le niveau d'éducation, la maîtrise de la langue) peuvent être suivis à l'aide d'enquêtes et de données administratives, tandis que les méthodes qualitatives (entretiens, groupes de discussion, récits, méthodes basées sur les arts) capturent les expériences personnelles et les changements sociaux.

En pratique, les programmes définissent souvent une théorie du changement ou un modèle logique en amont cartographiant les intrants → activités → extrants → résultats puis sélectionnent des indicateurs spécifiques pour chacun. Cela clarifie la manière dont les actions du projet sont censées conduire à des résultats d'intégration et guide ce qu'il faut mesurer.

Quantitativement, les indicateurs courants incluent les résultats en matière d'emploi et d'éducation (par exemple, le pourcentage d'emplois stables, les taux de scolarisation, les taux de réussite aux examens) et les métriques d'accès aux services (par exemple, le nombre de formations linguistiques ou de compétences). De simples enquêtes pré/post ou des tests de connaissances peuvent quantifier les gains en compétences ou en confiance. Les indices d'intégration des réfugiés compilent de telles métriques dans différents domaines (éducation, travail, logement, santé, contacts sociaux). Des enquêtes de suivi régulières (même de courtes « enquêtes flash » ou micro-enquêtes) peuvent suivre ces métriques au fil du temps.

Les méthodes qualitatives et participatives sont tout aussi importantes. Celles-ci incluent les groupes de discussion, les entretiens approfondis, l'observation et les outils créatifs. Par exemple, les évaluateurs mènent souvent des groupes de discussion avec des jeunes réfugiés pour explorer leur sentiment d'appartenance, leurs contacts sociaux ou les impacts sur leur santé mentale des sujets difficiles à saisir en chiffres.

Les bonnes pratiques en matière d'évaluation des programmes pour les réfugiés incluent :

Suivi et évaluation participative : Impliquer les réfugiés et les parties prenantes locales dans la définition du succès, la collecte de données et l'interprétation des résultats.

Suivi itératif : Plutôt qu'une seule enquête finale, collecter des données à plusieurs moments. Utiliser des outils comme les micro-enquêtes ou les plateformes de feedback numérique pour suivre les changements et détecter les problèmes tôt (erasmusplus.nl).

Sensibilité culturelle : Utiliser des traducteurs, faire correspondre les antécédents de l'intervieweur et du participant lorsque cela est possible, et tester les questionnaires. Assurer des pratiques éthiques.

Utilisation d'indicateurs mixtes : Combiner des métriques objectives (par exemple, le pourcentage de réussite à la formation professionnelle) avec des métriques subjectives (par exemple, le sentiment d'appartenance auto-déclaré, mesuré via des questionnaires validés).



PROPOSITIONS POLITIQUES

PLAN D'ACTION ÉLABORÉ LORS DU SÉMINAIRE « UN MONDE SANS FRONTIÈRES »

Aide au logement et à l'emploi

Le logement est la base d'une intégration réussie. Sans logement stable, l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi devient presque impossible. Au cours du séminaire, les participants ont souligné le double défi auquel sont confrontés les réfugiés : naviguer dans un système bureaucratique complexe et faire face à la méfiance ou à la réticence des propriétaires et des employeurs. Ce plan d'action aborde ces questions par le biais d'un soutien institutionnel, de partenariats et de garanties politiques.

Actions proposées :

Création d'une ONG dédiée : mettre en place un organisme indépendant et non gouvernemental spécialisé dans l'aide au logement et à l'emploi des réfugiés. Cette ONG fonctionnerait comme un « guichet unique » où les réfugiés pourraient obtenir des conseils sur la manière de louer un appartement, de signer un contrat de travail et de s'inscrire auprès des autorités locales. Elle mettrait à disposition du personnel multilingue et des conseillers juridiques afin de s'assurer que les réfugiés comprennent leurs droits et leurs responsabilités.

Aide à la navigation bureaucratique : développer des programmes de mentorat associant les réfugiés à des bénévoles formés qui les accompagnent lors de visites de logements, de rendez-vous dans les bureaux municipaux et d'entretiens d'embauche. Ces « navigateurs d'intégration » simplifieraient les processus administratifs et renforceraient la confiance.

Implication des syndicats : établir des partenariats formels avec les syndicats afin de garantir que les réfugiés soient informés des droits des travailleurs, des normes en matière de salaire minimum et des processus de négociation collective. Les syndicats pourraient également jouer le rôle de médiateurs en cas de discrimination sur le lieu de travail.

Programme de garantie gouvernementale : promouvoir des politiques dans lesquelles les gouvernements nationaux ou locaux garantissent le paiement du loyer et des charges des réfugiés pendant leur première année. Cela réduit le risque financier perçu par les propriétaires et favorise un meilleur accès au marché du logement.

Intégration dans l'emploi : développer des programmes de formation professionnelle directement liés à l'aide au logement, par exemple en proposant aux propriétaires de réduire le loyer en échange d'une contribution des locataires à des travaux communautaires ou à des activités bénévoles basées sur leurs compétences.

Impact attendu :

Accès accru des réfugiés à des logements sûrs et abordables.

Réduction de l'exploitation sur le marché du logement et du travail.

Confiance accrue des propriétaires grâce à des garanties soutenues par l'État.

Participation économique renforcée des réfugiés, accélérant leur autonomie.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

PROPOSITIONS POLITIQUES

PLAN D'ACTION ÉLABORÉ LORS DU SÉMINAIRE « UN MONDE SANS FRONTIÈRES »

Participation civique

L'engagement civique actif est essentiel pour bâtir des sociétés inclusives. Les réfugiés sont souvent présentés comme des bénéficiaires d'aide plutôt que comme des acteurs communautaires. Les participants espagnols au séminaire ont souligné que la création de canaux permettant aux réfugiés de s'exprimer et de participer favorise l'autonomisation, le sentiment d'appartenance et la compréhension mutuelle.

Actions proposées :

Institutions inclusives : créer des conseils de jeunes réfugiés, des commissions municipales d'intégration des réfugiés et des associations dirigées par des travailleurs. Ces organismes offriraient aux réfugiés des plateformes structurées leur permettant de partager leurs points de vue, d'influencer les politiques et de participer directement à la prise de décision au niveau local.

Campagnes de sensibilisation : lancer des initiatives nationales et municipales de sensibilisation du public (panneaux d'affichage, campagnes radio, contenu sur les réseaux sociaux) afin de lutter contre les stéréotypes et de promouvoir les exemples d'intégration réussie des réfugiés. Ces campagnes devraient mettre en avant les contributions des réfugiés dans les domaines de la culture, de l'entrepreneuriat et du développement communautaire.

Événements communautaires : les municipalités, en collaboration avec des ONG, devraient organiser des échanges culturels, des cafés linguistiques, des tournois sportifs et des festivals artistiques où les réfugiés et les habitants interagissent sur un pied d'égalité.

Programmes d'accueil familial : encourager les familles locales à « adopter » des familles ou des personnes réfugiées pour des dîners d'échange culturel, des séjours pendant les vacances ou du mentorat. Cela permet d'instaurer la confiance et de lever les barrières entre les communautés.

Promotion d'Erasmus+ et du volontariat : les municipalités devraient organiser des séances d'information sur mesure pour les réfugiés sur les possibilités offertes par Erasmus+, les programmes de volontariat et les réseaux européens de jeunes, afin de leur garantir un accès égal à la mobilité et au développement du leadership.

Impact attendu :

Meilleure prise en compte du point de vue des réfugiés dans les politiques locales et nationales.

Renforcement de la cohésion sociale grâce aux relations interpersonnelles entre les réfugiés et les communautés d'accueil.

Autonomisation des jeunes réfugiés qui se considèrent comme des agents du changement plutôt que comme des bénéficiaires passifs.

Réduction à long terme de la xénophobie grâce à la sensibilisation et aux contacts



PROPOSITIONS POLITIQUES

PLAN D'ACTION ÉLABORÉ LORS DU SÉMINAIRE « UN MONDE SANS FRONTIÈRES »

Protection juridique et assistance

Les réfugiés arrivent souvent avec une connaissance limitée de leurs droits et sont confrontés à des systèmes juridiques complexes, même pour les citoyens nationaux. La séance de réflexion a souligné la nécessité de disposer de cadres institutionnels solides, associés à des outils pratiques et accessibles pour la protection juridique.

Actions proposées :

Ministères de l'inclusion : plaider en faveur de la création de ministères spécialisés dans l'inclusion dans chaque État membre de l'UE afin de centraliser l'application des droits des réfugiés, d'assurer la surveillance et de garantir des normes politiques cohérentes dans toutes les régions.

Tutelle des mineurs : mettre en place l'affectation obligatoire de tuteurs formés à chaque mineur non accompagné à son arrivée. Les tuteurs veilleraient à ce que les besoins juridiques, psychologiques et éducatifs immédiats des enfants soient pris en charge.

Cliniques d'aide juridique aux points d'entrée : mettre en place des cliniques gratuites dans les principaux centres d'accueil des réfugiés (ports, aéroports, gares ferroviaires, centres d'accueil), dotées d'avocats bénévoles et d'étudiants en droit sous supervision. Les services proposés comprendraient des conseils sur les procédures d'asile, la préparation des documents et l'aide aux recours.

Groupes de travail sur le regroupement familial : former des groupes de travail conjoints de l'UE composés d'agents d'immigration, d'avocats et d'ONG afin d'accélérer les procédures de regroupement familial. Ces équipes donneraient la priorité aux enfants et aux membres vulnérables de la famille, réduisant ainsi les longs délais actuels.

Traduction des cadres juridiques : produire des guides multilingues (imprimés et numériques) expliquant les droits en matière d'asile, le droit du travail, les droits au logement et l'accès à l'éducation. Ceux-ci devraient être disponibles dans les 10 à 15 langues les plus parlées par les réfugiés et distribués dans les centres d'accueil.

Impact attendu :

Les réfugiés disposent d'informations claires et accessibles sur leurs droits.

Les regroupements familiaux sont accélérés, ce qui réduit les traumatismes et la vulnérabilité.

La protection des mineurs non accompagnés est renforcée, ce qui réduit les risques de traite ou d'exploitation.

La confiance des communautés de réfugiés dans les systèmes juridiques et les institutions publiques est renforcée.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

PROPOSITIONS POLITIQUES

PLAN D'ACTION ÉLABORÉ LORS DU SÉMINAIRE « UN MONDE SANS FRONTIÈRES »

Santé

La santé est un aspect essentiel de l'intégration, mais les réfugiés sont souvent confrontés à des obstacles pour y accéder, qu'il s'agisse de barrières linguistiques, de malentendus culturels ou d'absence d'assurance. Une stratégie globale en matière de santé doit prendre en compte le bien-être physique et psychologique tout en réduisant les obstacles systémiques.

Actions proposées :

Accès universel aux soins de santé : garantir que tous les réfugiés, quel que soit leur statut juridique, puissent s'inscrire auprès des systèmes de santé locaux dès leur arrivée. Les réfugiés devraient avoir droit à des soins gratuits ou subventionnés au niveau primaire, y compris les soins préventifs et les vaccinations.

Services de santé mentale : créer des centres spécialisés dans le traitement des traumatismes, dotés de psychologues formés aux traumatismes liés aux conflits, au syndrome de stress post-traumatique et à la thérapie interculturelle. Les écoles devraient également proposer des services de conseil aux enfants réfugiés.

Médiateurs culturels et interprètes : employer des médiateurs culturels dans le domaine de la santé pour aider lors des consultations médicales, en comblant le fossé culturel et communicationnel entre les médecins et les patients.

Unités sanitaires mobiles : déployer des cliniques mobiles dans les camps de réfugiés, les zones rurales et les points d'entrée aux frontières, offrant des services tels que les soins maternels, les soins pédiatriques, les vaccinations et les premiers secours psychologiques.

Ateliers d'éducation à la santé : proposer aux réfugiés des ateliers sur des thèmes tels que le fonctionnement des systèmes de santé, la santé sexuelle et reproductive, le bien-être mental et les soins préventifs.

Impact attendu :

Amélioration de l'accès des réfugiés aux soins de santé, réduisant ainsi les inégalités.

Amélioration de la santé mentale et de la résilience grâce à un soutien psychologique.

Renforcement de la confiance entre les communautés de réfugiés et les prestataires de soins de santé.

Amélioration durable des résultats en matière de santé publique, bénéficiant à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

PROPOSITIONS POLITIQUES

PLAN D'ACTION ÉLABORÉ LORS DU SÉMINAIRE « UN MONDE SANS FRONTIÈRES »

Éducation

L'éducation est à la fois un droit humain et un moyen d'autonomisation. Les réfugiés se heurtent souvent à des obstacles tels que la langue, la non-reconnaissance des acquis et les difficultés liées aux traumatismes. Les participants en Espagne ont souligné ces obstacles et insisté sur la nécessité de mettre en place des systèmes inclusifs et flexibles.

Actions proposées :

Programmes d'intégration linguistique : développer des cours de langue intensifs avec des parcours à la fois académiques et pratiques (par exemple, une formation linguistique axée sur le lieu de travail). Intégrer l'apprentissage des langues dans des cadres communautaires, tels que des clubs locaux ou des projets de bénévolat, pour une immersion plus rapide.

Services d'orientation scolaire : déployer des conseillers spécialisés dans les écoles afin de soutenir les enfants réfugiés confrontés à des traumatismes, à des pertes et à des difficultés d'adaptation. Les enseignants devraient également être formés pour reconnaître les symptômes de traumatisme et offrir des classes inclusives.

Reconnaissance des diplômes : simplifier la reconnaissance des diplômes grâce à des accords à l'échelle de l'UE qui normalisent les procédures. Créer des plateformes numériques où les réfugiés peuvent télécharger leurs diplômes et certificats de compétences pour une évaluation accélérée.

Cours de transition et de rattrapage : mettre en place des programmes de transition sur mesure pour aider les enfants et les jeunes réfugiés à s'intégrer dans les programmes scolaires locaux, en couvrant les matières manquantes, les compétences numériques et l'éducation civique.

Accès à l'enseignement supérieur : offrir des bourses et des programmes de mentorat aux jeunes réfugiés qui souhaitent entrer à l'université ou suivre une formation professionnelle, afin de réduire les obstacles financiers.

Impact attendu :

Les réfugiés acquièrent les compétences linguistiques et académiques nécessaires à leur participation.

La reconnaissance des acquis accélère l'intégration sur le marché du travail.

Les écoles deviennent des espaces inclusifs qui favorisent la résilience et la croissance.

Contributions socio-économiques à long terme des jeunes réfugiés éduqués.



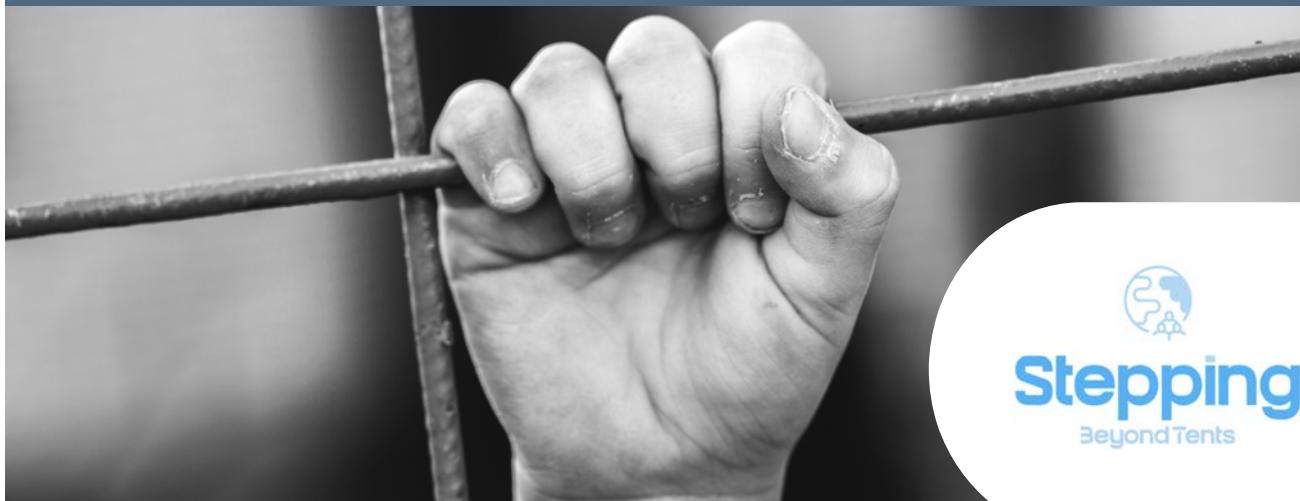
Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

CONCLUSION

La création de cette ligne directrice marque une avancée dans la construction d'une Europe à la fois inclusive et résiliente. Elle répond au besoin urgent de dépasser les approches fragmentées ou à court terme en matière d'aide aux réfugiés et d'établir à la place un cadre susceptible d'inspirer des politiques européennes et nationales durables. En se concentrant sur cinq piliers principaux, ce document offre non seulement des outils pratiques aux organisations sur le terrain, mais aussi une orientation stratégique aux décideurs politiques qui façonnent l'avenir de l'action humanitaire et de l'intégration en Europe.

Les données recueillies dans les trois pays partenaires, ainsi que les témoignages des praticiens, des éducateurs et des jeunes réfugiés eux-mêmes, démontrent que l'intégration est plus efficace lorsqu'elle est holistique : lorsque l'éducation, le soutien social, la santé mentale, l'engagement communautaire et l'autonomisation sont abordés ensemble. Cette approche multidimensionnelle garantit que les jeunes réfugiés ne sont pas perçus comme des bénéficiaires passifs de l'aide, mais comme des contributeurs actifs à leurs sociétés d'accueil. Les politiques et les pratiques qui reconnaissent ce potentiel sont essentielles pour renforcer la cohésion sociale et prévenir l'exclusion, la marginalisation ou la radicalisation.



Cette ligne directrice a donc un double objectif. D'une part, elle constitue un outil de travail pour les ONG, les écoles, les organisations de jeunesse et les municipalités, en leur fournissant des stratégies concrètes et adaptables pour améliorer leur travail quotidien avec les jeunes réfugiés. D'autre part, il s'agit d'une référence axée sur les politiques qui peut servir de base à l'élaboration de nouveaux cadres européens en matière d'aide humanitaire, de migration et d'inclusion des jeunes. Ses recommandations s'alignent sur les priorités plus larges de l'UE : garantir l'inclusion sociale, protéger les droits humains et promouvoir l'égalité et la non-discrimination.

Nous soulignons également que l'intégration n'est pas la seule responsabilité des institutions d'accueil ou des fournisseurs d'aide. Elle doit être ancrée dans une responsabilité collective, où les communautés locales, la société civile et les acteurs politiques jouent tous leur rôle. C'est pourquoi les lignes directrices préconisent une coopération intersectorielle, un investissement accru dans la formation des animateurs socio-éducatifs et des éducateurs, ainsi que la mise en place de canaux systématiques permettant aux réfugiés de participer aux processus décisionnels. En intégrant ces mesures dans ses politiques et ses pratiques, l'Europe peut évoluer vers un modèle d'intégration durable, juste et inclusif.



Cofinancé par
l'Union européenne

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.

CONCLUSIÓN

Les défis à relever sont indéniables. Les conflits et les crises continueront de déplacer des millions de personnes, et l'Europe restera un lieu de refuge. Mais ces défis doivent être considérés comme des opportunités pour renforcer la solidarité et réaffirmer les valeurs de dignité, d'égalité et de droits humains qui sont au cœur du projet européen.



Cette ligne directrice n'est pas une fin en soi, mais un début. Elle invite les décideurs politiques, les institutions et les organisations à adopter ses principes, à tester ses recommandations et à déployer ses stratégies à plus grande échelle. Ce n'est que grâce à une action collaborative et tournée vers l'avenir que nous pourrons garantir que l'aide humanitaire en Europe dépasse le cadre des interventions d'urgence et devienne véritablement un investissement à long terme dans les personnes, les communautés et un avenir commun.

Cette ligne directrice n'a jamais été conçue comme un simple document d'orientation supplémentaire. Elle est l'expression des jeunes réfugiés, des éducateurs, des animateurs socio-éducatifs et des communautés à travers l'Europe qui croient que l'intégration est non seulement possible, mais nécessaire pour un avenir commun.

Tous unis pour les réfugiés signifie tous unis pour l'Europe.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

Financé par l'Commission européenne. Toutefois, les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni de l'Union européenne. Ni l'Agence Erasmus+ Jeunesse et Sport ni l'Union européenne ne sauraient être tenues pour responsables.



RÉFÉRENCES

AYA, 2024. MigranTech Project. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 8 June 2025].
Genç Girişim Derneği, 2024. Projects and Youth Work Initiatives. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 1 June 2025].

FIOH, 2023. Success Story in Spain – Youth Exchange. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 8 June 2025].

PEJ France, 2024. DiverCity Cooperation Project. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 2 June 2025].

Anka Youth NGO, 2024. English Speaking Club. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 3 June 2025].

Youthpass, 2024. Youthpass Certificates and Languages. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 1 June 2025].

EPALE, 2025. Electronic Platform for Adult Learning in Europe. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 30 May 2025].

SALTO-Youth, 2023. REBECO Toolkit. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 8 June 2025].
MigrArt, 2022. Creative Tools for Inclusive Communities. [online] Available at: [Your paragraph text](#) [Accessed 28 May 2025].

SALTO Youth, n.d. How to Talk About War. [online PDF] Available at: <https://www.salto-youth.net/downloads/4-17-4317/How%20to%20talk%20about%20war.pdf> [Accessed 27 May 2025].

Migrart, 2022. Outputs, Best Practices and Tools. [online] Available at: <https://migrart.org/2022/07/29/migrart-outputs-best-practices-and-tools-to-build-creative-communities/> [Accessed 26 May 2025].



RÉFÉRENCES

Erasmus+, n.d. Online Language Support. [online] Available at: <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/resources-and-tools/online-language-support> [Accessed 25 May 2025].

Campus France, n.d. Official Website of Campus France. [online] Available at: <https://www.campusfrance.org/fr> [Accessed 25 May 2025].

European Union, n.d. EU Youth Strategy. [online] Available at: https://youth.europa.eu/strategy_tr [Accessed 24 May 2025].

European Commission, n.d. Migrant Integration Policies. [online] Available at: https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/migrant-integration_en [Accessed 23 May 2025].

Global Compact on Refugees, n.d. Good Practices and Social Cohesion Action Plan 2020–2024. [online] Available at: <https://globalcompactrefugees.org/good-practices/migration-and-social-cohesion-action-plan-2020-2024> [Accessed 22 May 2025].

Global Compact on Refugees, n.d. Official Portal. [online] Available at: <https://globalcompactrefugees.org/> [Accessed 21 May 2025].

The Refugee Education Trust (RET), n.d. Turkey Programme. [online] Available at: <https://theret.org/turkiye/> [Accessed 20 May 2025].

UNICEF, n.d. Homepage. [online] Available at: <https://www.unicef.org/> [Accessed 20 May 2025].

ACCEM, n.d. Spanish Refugee Support Services. [online] Available at: <https://www.accem.es/> [Accessed 19 May 2025].

CEAR, n.d. Comisión Española de Ayuda al Refugiado. [online] Available at: <https://www.cear.es/> [Accessed 19 May 2025].



RÉFÉRENCES

Cruz Roja Española, n.d. Spanish Red Cross. [online] Available at: <https://www2.cruzroja.es/> [Accessed 18 May 2025].

SEPIE, n.d. Servicio Español para la Internacionalización de la Educación. [online] Available at: <http://www.sepie.es/> [Accessed 18 May 2025].

Comunidad de Madrid, n.d. Youth Guarantee Services. [online] Available at: <https://www.comunidad.madrid/servicios/juventud/garantia-juvenil> [Accessed 18 May 2025].

Emmaüs France, n.d. Official Website. [online] Available at: <https://emmaus-france.org/> [Accessed 17 May 2025].

Croix-Rouge Française, n.d. Official Website. [online] Available at: <https://www.croix-rouge.fr/> [Accessed 16 May 2025].

Secours Catholique, n.d. Official Website. [online] Available at: <https://www.secours-catholique.org/> [Accessed 8 June 2025].

Gouvernement.fr, n.d. Compte d'Engagement Citoyen. [online] Available at: <https://www.associations.gouv.fr/le-compte-d-engagement-citoyen-qu-est-ce-que-c-est.html> [Accessed 16 May 2025].

Gouvernement.fr, n.d. FDVA Public Funding. [online] Available at: <https://www.associations.gouv.fr/FDVA.html> [Accessed 15 May 2025].

European Commission, n.d. National Policy Framework – EACEA. [online] Available at: <https://national-policies.eacea.ec.europa.eu/> [Accessed 14 May 2025].

Refugiés.info, n.d. Refugee Information and Rights in France. [online] Available at: <https://refugies.info/> [Accessed 13 May 2025].



RÉFÉRENCES

Eurochild, 2024. Community of Children's Rights Supporters 2024–2029. [online] Available at: <https://eurochild.org/news/building-a-community-of-childrens-rights-supporters-in-2024-2029-european-parliament/> [Accessed 12 May 2025].

AIDA, n.d. Access to Education – Greece. [online] Available at: <https://asylumineurope.org/reports/country/greece/reception-conditions/employment-and-education/access-education/> [Accessed 11 May 2025].

FEANTSA, n.d. Official Website. [online] Available at: <https://www.feantsa.org/en> [Accessed 10 May 2025].

Eurochild, n.d. Official Website. [online] Available at: <https://eurochild.org/> [Accessed 9 May 2025].

European Commission, n.d. Migrant Integration in France. [online] Available at: https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/migration-and-asylum/migrant-integration/migrant-integration-hub/eu-countries-updates-and-facts/migrant-integration-france_en [Accessed 8 May 2025].

European Commission, n.d. Youth Portal. [online] Available at: https://youth.europa.eu/home_en [Accessed 8 May 2025].